

SPORE

Le magazine
du développement
agricole et rural
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

INTERVIEW
Sarah Ogalleh Ayeri,
chercheuse :
"Bâtir sur les
savoirs locaux"

N°151
FÉVRIER-MARS 2011

CONSOMMATEURS

**Un pouvoir
en formation**

SORGHO

**Un grain
d'avenir**

AGRIPRENEURS

**Se lancer
dans les affaires**



CTA

Partageons les connaissances au profit des communautés rurales



Recherche agronomique
Un bien public à préserver
N° 62 – 6,10 €
Histoire
Bien public
Intérêts privés
Forum global



Eau
Inventer la coopération internationale
N° 70 – 6,10 €
Bien commun
Droit à l'eau
Forum de Kyoto
Investissements



OMC, libéralisation commerciale
Promesses et incertitudes
N° 78 – 10 €
Hong Kong
Théorie économique
Solidarité



Balkans
Un avenir européen
N° 86 – 10 €
Histoire & conflits
Rattrapage économique
Adhésion
Albanie



Société civile mondiale
La montée en puissance
N° 63 – 6,10 €
Définitions
ONG
Espaces publics
Porto Alegre



Sécurité, géopolitique, expertise
Un monde plus sûr ?
N° 71 – 10 €
Environnement
Conflits
UE, Chine, Canada
Science et politique



Afrique (re)Penser le politique
N° 79 – 10 €
Etat
Identités
Justice
Panafricanisme
Recherche



Biodiversité
La haute mer oubliée
N° 87 – 10 €
Droit de la mer
Pêches
Navigation
Aires marines
Régime international



Entreprises
Quelle responsabilité sociale ?
N° 64 – 6,10 €
Fondements
Contrôle
Partenariats
Normes



Climat, énergies
Eviter la surchauffe
N° 72 – 10 €
Kyoto
Renouvelables
Adaptation



Etats-Unis
Que faire de la puissance ?
N° 80 – 10 €
Empire
Diplomatie
Défense
Energies
Economie



Commerce équitable
La crise de croissance
N° 87 – 10 €
Grande distribution
Petits producteurs
Consommation engagée



Négociations commerciales
L'exception agricole
N° 65 – 6,10 €
Contexte
Acteurs
PAC
Exceptions



Espace méditerranéen
Entre mythes et nécessité
N° 73 – 10 €
Géopolitique
EuroMed
Environnement
Agriculture
Dialogue culturel



Migrations internationales
Chânon manquant de la mondialisation
N° 81-82 – 10 €
Histoire
Développement
Diasporas



Forêts
À la croisée des usages
N° 88 – 10 €
Certification
Bois illégal
Climat
Indonésie



Mondialisation
Jouer la carte urbaine
N° 66 – 6,10 €
Métropoles
Inégalités
Droit à la ville
Services
Coopération décentralisée



Sciences sociales et développement
Le savoir et le politique
N° 74 – 10 €
Théories
Participation
Sécurité humaine



Biodiversité
Savoir locaux, enjeu global
N° 83 – 10 €
Convention sur la diversité biologique
Indications géographiques
Ethiopie



Changements climatiques
S'adapter maintenant ?
N° 89-90 – 10 €
Copenhague
GIEC
Méditerranée
Pays vulnérables



Développement
Modèles et financements en panne
N° 67 – 6,10 €
Théories
Aide publique
Capitaux privés
Dettes, Monterrey



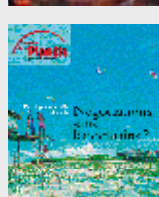
Biodiversité
Conserver, pour qui ?
N° 75 – 10 €
CDB
Autochtonie
Expertise
Partage des avantages



Relations internationales
Le temps des émergents
N° 84 – 10 €
Gouvernance
Economie
Environnement
Coopération



Sécurité alimentaire
Au-delà de l'urgence
N° 91 – 10 €
Gouvernance
Marchés
Agriculture
Expertise



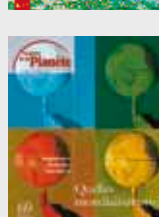
Développement durable
Négociations sans lendemains ?
N° 68 – 6,10 €
Organisations internationales
Entreprises
Jo'burg, Gouvernance



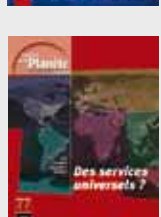
Objectifs du Millénaire pour le développement
Un agenda, des stratégies
N° 76 – 10 €
ONU
Aide publique
Etats fragiles



Sortie de crise
L'option verte
N° 92 – 10 €
Croissance
Emplois verts
Gouvernance
Corée



Hégémonies, économie, procédures
Quelles mondialisations ?
N° 69 – 6,10 €
Histoire, Migrations
Crime organisé
Marchés financiers



Eau, énergies, transports, déchets
Des services universels ?
N° 77 – 10 €
OMC
Investissements
Métropoles
Histoire

Développement, environnement : les défis d'un monde solidaire. Depuis 1991, le *Courrier de la planète* s'attache à traiter des questions globales dans un esprit de solidarité internationale, en croisant les points de vue de la recherche, des ONG, des politiques et du secteur privé. Il s'agit de fonder le mouvement de solidarité internationale citoyen sur une exigence intellectuelle, loin des solutions toutes faites et du vademecum militant : ne rien prendre pour acquis sans l'avoir débattu et exercer une fonction critique sans jamais proposer une « ligne » d'action sur les questions traitées.

Courrier de la Planète

www.courrierdelaplanete.org

Courrier de la planète – 1037, rue Jean-François Breton – Domaine de Lavalette – 34090 Montpellier – France
Ventes et abonnements : tél. 03 80 48 95 45 – cdp@courrierdelaplanete.org

CONSOMMATEURS



Un pouvoir en formation

4

À LA UNE

SARAH OGALLEH AYERI



Bâtir sur les savoirs locaux

12

INTERVIEW

Éditorial

LA FÊTE AU VILLAGE

Juste avant Noël, j'ai assisté à l'inauguration d'un modèle en 3D du massif de Foata, construit par les anciens du village de Telecho, situé à 50 km de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba. L'humeur était festive : deux douzaines de cavaliers menaient leurs chevaux en procession en chantant au rythme de la musique traditionnelle diffusée par haut-parleur.

La maquette est le fruit d'un programme de formation organisé par l'ONG locale MELKA en collaboration avec le CTA. Des participants du Bénin, Cameroun, Éthiopie, Kenya et Ouganda ont étroitement collaboré pendant quatre semaines avec les anciens, les femmes et les jeunes du village pour construire ce modèle 3D, qui indique cours d'eau, fermes, arbres, lieux culturels et autres lieux importants, sur une zone de 672 km² à cheval sur trois sous-districts.

Ce sont les aînés de la communauté qui ont mené l'affaire grâce à leur connaissance intime des paysages et des changements survenus au fil du temps. La construction de la maquette a donné lieu à des débats passionnés entre eux, par exemple sur le moment de la disparition de la faune sauvage de la région ou l'aspect verdoyant de la chaîne quelques décennies plus tôt.

L'un des anciens a fièrement présenté la maquette à la foule qui s'était réunie pour l'inauguration, composée de membres du Parlement, cadres du gouvernement local, agents de développement, participants à l'atelier et autres invités. Il a souligné que le modèle avait aidé la communauté à réaliser combien la région s'était dégradée, l'amenant à conclure que ses habitants feraient tout non seulement pour enrayer le phénomène mais aussi pour l'inverser.

Pour le CTA, l'exercice démontre combien il est important de fournir aux communautés locales les moyens de se faire entendre avec des outils adaptés qui renforcent la qualité de leur prise de décision en matière de gestion des ressources naturelles et d'amélioration des modes de subsistance. Il encourage aussi le partage des savoirs, la mise en réseau et le renforcement des compétences parmi les travailleurs du développement de plusieurs pays d'Afrique.

Michael Hailu
Directeur du CTA



AGRIPRENEURS

Se lancer dans les affaires

13

DOSSIER

4 | À la une

6 | Actualités

7 | Agriculture

8 | Élevage et pêche

9 | Environnement

10 | Recherche

11 | Entreprise et commerce

12 | Interview

13 | DOSSIER

Agripreneurs : se lancer dans les affaires

Développer son entreprise agricole, c'est possible... et ça rapporte

17 | Point de vue

Pauline Mwangi : prendre un bon départ

Les femmes doivent gagner en confiance et développer leurs réseaux

18 | Reportage

Ouganda : les champignons, ça profite

À 25 ans, Ismail apprécie d'être son propre patron

20 | Focus : sorgho

21 | Publications

25 | Agir avec le CTA

SPORE est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Thierry Doudet, Stéphane Gambier, Anne Legroscolard, Isolina Boto, Vincent Fautrel, José Filipe Fonseca, Karen Hackshaw, Ibrahim Tiémogo • **RÉDACTION** : Directrice de la rédaction : Marie-Agnès Leplaideur • Rédactrice en chef de la version française et coordinatrice : Denise Williams • Syfia International, 20 rue du Carré-du-Roi, 34000 Montpellier, France • Rédactrice en chef de la version anglaise : Clare Pedrick • Via dello Spagna 18, 06049 Spoleto (PG), Italie • Rédacteur en chef d'Esporo : João de Azevedo, Sítio Alportel 20 A, 8150-014 S, Brás de Alportel, Portugal • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro M. Andriatiana (Madagascar), B. Bafana (Zimbabwe), I. Eshipu (Kenya), R. Gildharie (Guyana), A. Labey (France), I. Maïga (Madagascar), M. Mulikelela (Kenya), N. Mutumweno (Zambie), M. Nzikou-Massala (Congo), A. Nabwowe (Ouganda), C. Njeru (Kenya), F. Patard (France), A. Perrin (France), V. Prasad (Fidji), M. Seck (Sénégal) et A. Tait (Barbade). • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : J. Bodichon, J. de Courlon, L. de Araújo, F. Idir Le Meur, D. Manley, M. Rebelo, Tradcats • **DESIGN ET MISE EN PAGE** : Intactile DESIGN, France • **IMPRESSION** : Pure Impression, France • © CTA 2011 - ISSN 1011-0054

CONSUMMATEURS

Un pouvoir en formation

Les mouvements de défense des consommateurs des pays ACP prennent peu à peu la mesure de leur pouvoir, en poussant les gouvernements à sensibiliser les populations sur la qualité et l'hygiène des produits, valoriser les productions locales et lutter contre la pauvreté.

En Amérique et en Europe, les consommateurs, via leurs associations, combattent depuis 50 ans les abus, les malfaçons, les risques des produits industriels et alimentaires. Ils obtiennent des gouvernements la mise en place de réglementations, le retrait de certains produits du marché et informent les acheteurs...

Ce mouvement consumériste s'est peu à peu étendu à tous les continents. Consumers International (CI) regroupe ainsi plus de 225 membres de 115 pays différents. La protection des consommateurs s'appuie sur des principes directeurs adoptés par l'ONU qui reconnaît huit droits essentiels – droits à la sécurité, à l'information, à la satisfaction des besoins essentiels, à la réparation, à l'éducation du consommateur, à un environnement sain, droit de choisir et d'être entendu. Elle couvre des domaines très variés et en constante évolution : sécurité des aliments, environnement, accès aux télécommunications et aux services financiers, etc.

Lobbying auprès des gouvernements, campagnes d'éducation, mobilisations citoyennes sont les principales actions des associations qui se sont dotées de sites Web bien documentés et se regroupent pour influencer davantage. Un bureau régional de CI pour l'Afrique s'est ainsi ouvert au Zimbabwe en 1994. CI dispose également d'un bureau régional Asie-Pacifique et d'un autre pour l'Amérique latine et les Caraïbes. D'un pays à l'autre, les préoccupations diffèrent, mais les difficultés sont souvent les mêmes.

Sensibiliser les consommateurs

En matière d'alimentation, la préoccupation, dans de nombreux pays d'Afrique notamment, est d'abord l'accès à une alimentation de base à faible coût. Manger à sa faim est la priorité, comme l'ont montré les émeutes de la faim de 2008, où les associations de consommateurs ont joué un rôle majeur que ce soit au Sénégal, au Mali ou au Cameroun. Intoxications et contaminations, parfois mortelles, sont courantes dans les pays ACP.

Les consommateurs des îles du Pacifique y sont particulièrement confrontés, contraints de se nourrir de produits industriels importés, parfois de mauvaise qualité.

Dans de tels cas, l'éducation du public est le meilleur remède. Les associations s'y emploient, à l'instar de la Fondation pour les droits des consommateurs de République dominicaine (FUNDECOM) qui, dès les années 1980, organisait des rencontres sur l'incidence sur la santé des aliments transgéniques, et propose sur son

site des informations juridiques, mais aussi des conseils aux consommateurs. Les campagnes de sensibilisation sont un autre moyen, où associations de consommateurs et ministère coopèrent. À Fidji, l'administration veut stopper les importations bon marché de mauvaise qualité qui inondent l'archipel.

La sécurité sanitaire des aliments est très difficile à assurer dans la plupart des pays où la nourriture est vendue dans les marchés et dans la rue. Magasins et supermarchés sont plus faciles à contrôler. Le Réseau mondial d'action contre les pesticides, PAN (en Afrique, PAN Africa), lutte depuis près de 20 ans contre les pesticides toxiques et les méthodes de commercialisation contraires à l'éthique dont sont souvent victimes les petits paysans.

Avec le développement des télécommunications, les associations de consommateurs des pays ACP se sont aussi mobilisées pour promouvoir des réseaux de téléphonie ►

Séance de dégustation comparative



► mobile de qualité (comme au Ghana ou au Bénin), ou la sécurisation des cartes Sim (comme au Nigeria).

En 2010, le 15 mars, la journée internationale des consommateurs avait pour thème «Notre argent, nos droits». L'occasion, au Cameroun, d'une étude sur les institutions de microfinance et les pratiques déloyales de nombre d'acteurs dans le secteur, dont les petits producteurs, exclus du système bancaire, sont les premières victimes.

Protéger les produits locaux

De nombreux exemples montrent que, dans les pays en développement, les intérêts des producteurs et des consommateurs, loin d'être opposés, sont liés et complémentaires. La souveraineté alimentaire, avec le retour à la consommation de produits locaux et leur protection contre la concurrence des produits importés à bas prix, mobilise de nombreuses associations.

Dans certaines capitales africaines, l'essentiel de la nourriture est importé. Au Cameroun, l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (ACDIC), appuyée par plusieurs ONG, a mené avec succès, en 2004, une campagne de plaidoyer et obtenu des pouvoirs publics l'interdiction des importations massives de poulets congelés en provenance de l'UE. Décongelées, exposées à la chaleur dans des conditions d'hygiène plus que douteuses, ces viandes étaient devenues un danger pour la santé des consommateurs tandis que leurs importations contribuaient à ruiner l'aviculture locale. De leur côté, l'Association des consommateurs du Mali (ASCOMA) ou l'Association des consommateurs du Sénégal (ASCOSÉN) se sont mobilisées aux côtés des organisations paysannes pour promouvoir la consommation de riz local, contre le riz importé.

En Afrique du Sud, le Forum national des consommateurs (NCF) vient de faire une étude sur le rôle des supermarchés dans la promotion d'une consommation durable. L'étude pointe que, si les supermarchés sud-africains font des efforts pour recycler les emballages et diminuer leur empreinte carbone, il reste beaucoup à faire pour mieux valoriser les produits locaux.

Indispensable mobilisation

Les marchés en sont bien conscients : des consommateurs organisés sont un facteur important de leur bon fonctionnement. De fait, les associations se professionnalisent, en particulier dans les pays en développement. Pour autant, elles rencontrent de nombreuses difficultés, faute de moyens bien souvent, si elles veulent rester indépendantes. Le défi, pour le mouvement, est d'accéder aux consommateurs du monde rural.

Évolution positive, les pays se dotent peu à peu de textes contraignants favorables aux consommateurs (Bénin en 2007, Afrique du Sud en 2008, législation en cours d'adoption au Belize, etc.).

Mais disposer d'un arsenal juridique n'est que la première étape pour que les associations puissent agir, mener des actions de plaidoyer



ou tenter des procès. La protection des consommateurs passe par l'existence de services de contrôle efficaces, dotés de moyens afin de pouvoir identifier et sanctionner les contrevenants.

Des poulets congelés sur un marché au Cameroun

Elle repose aussi sur la mobilisation des consommateurs. Basé en Afrique du Sud, Robert Michel, chef du bureau Afrique de CI, insiste ainsi sur la nécessité pour les consommateurs de s'exprimer : "Si l'on se tait, aucune mobilisation n'est possible. Les consommateurs doivent être les premiers contributeurs." M. Michel regrette aussi une certaine méfiance des gouvernements vis-à-vis du mouvement : "Nous ne sommes pas là pour lutter contre les gouvernements, mais bien pour protéger les consommateurs." ■

Pour aller plus loin

ACDIC

www.acdic.net

ASCOSÉN

www.ascosen.org

Consumers International

www.consumersinternational.org/

• Bulletin d'information Afrique de Consumers

International (en français)

<http://tinyurl.com/6juelzk>

Blog de Consumers International

<http://tinyurl.com/6je8arc>

FAO

Division de la nutrition et de la protection des consommateurs

<http://tinyurl.com/6ft6sko>

FUNDECOM

Fondation pour les droits des consommateurs (République dominicaine)

www.fundecom.org

NCF

Forum national des consommateurs (Afrique du Sud)

www.ncf.org.za

ONU

• Principes directeurs des Nations unies pour la protection du consommateur tels qu'étendus en 1999

<http://tinyurl.com/4st6n9t>



© D.R.



SAVOIRS AUTOCHTONES

Partager les bénéfices

■ Au bout de près de deux décennies de discussion, les gouvernements du monde entier ont élaboré un traité sur une gestion plus équitable des richesses en ressources génétiques de la planète. Ce nouveau pacte de l'ONU met en œuvre un Régime international sur l'accès et le partage des avantages tirés de la biodiversité,

jetant les règles de base en matière de coopération entre pays pour l'obtention de ces ressources (animaux, plantes et champignons).

Le traité décrit comment les bénéfices comme ceux tirés des médicaments issus des plantes seront partagés avec les pays et communautés qui auront conservé les ressources, souvent pendant des milliers d'années. Il établit aussi des règles sur la façon de manipuler les substances et les composés dérivés de ressources génétiques.

INNOVATION

Trente projets primés

■ Le concours Seed, organisé par les Nations unies et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a récompensé cette année 30 projets portés par des petits entrepreneurs des pays en développement dans le domaine du développement durable et associant protection de l'environnement et création d'emplois en milieu rural. L'accent a été mis sur le recyclage et les énergies renouvelables.

L'Afrique est à l'honneur avec 27 projets récompensés. Parmi ceux-ci, figurent : la fabrication de briquettes combustibles à base de déchets végétaux et la promotion de biopesticides pour les cultures organiques au Burkina Faso, des unités décentralisées de fabrication de compost au Ghana, une unité de fabrication de produits d'ameublement (tapis, couvertures, matelas, etc.) à base de papyrus au Kenya, la production et la distribution de biogaz en bonbonnes pressurisées au Rwanda, des systèmes décentralisés de production et de distribution d'électricité en milieu rural au Sénégal. Les gagnants recevront une assistance à la carte pour perfectionner leur projet, rencontrer des partenaires, commercialiser ou obtenir des crédits.

www.seedinit.org

URBANISATION

Des terres à gérer

La population des villes africaines va tripler au cours des 40 prochaines années, selon un rapport d'ONU-Habitat. Intitulé *L'état des villes d'Afrique en 2010 : la gouvernance, les inégalités et le marché des terres urbaines*, ce rapport met en garde contre une urbanisation trop rapide et mal gérée.

<http://tinyurl.com/2g7nnco>

BIOSÉCURITÉ

Feu vert pour les OGM

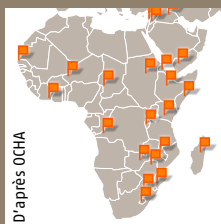
La loi kényane sur la biosécurité s'applique à présent, après une décennie de controverse sur la commercialisation des organismes génétiquement modifiés (OGM). Le Kenya est le quatrième pays africain à mettre en œuvre une législation de ce type, après l'Afrique du Sud, le Burkina Faso et l'Égypte. Le Forum africain des acteurs de la biotechnologie explique que ses membres envisagent à présent de mener des essais en plein champ de cultures OGM.

EAU

Un centre d'excellence

Le Centre international pour l'économie et la gouvernance de l'eau en Afrique (IWEGA), qui siège à l'Université Eduardo Mondlane (Mozambique), offre une plate-forme régionale pour la coordination de recherches et formations en économie et gouvernance de l'eau. Il propose des formations courtes à des techniciens et utilisateurs de l'eau. Le WaterNet, un master régional en gestion intégrée de l'eau forme annuellement une trentaine de spécialistes de tous les pays d'Afrique australe.

Contact : stefano.farolfi@up.ac.za



AIDE ALIMENTAIRE

Les stocks répertoriés

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont lancé la première plate-forme interactive sur Internet qui répertorie, en temps réel, les stocks d'aide humanitaire disponibles dans le monde. L'état des stocks existants dans 39 entrepôts répartis à travers le monde, essentiellement en Afrique, Amérique latine et Asie du Sud, et gérés par 25 agences de l'ONU, ONG ou agences gouvernementales, est ainsi à portée de souris. Cette carte mondiale "permet de savoir qui a quoi et où", souligne OCHA. Elle devrait "améliorer l'efficacité et la rapidité des opérations humanitaires d'urgence".

<http://tinyurl.com/28u4mjm>

INNOVATION
PAYSANNE

Riz bio sur terres salées

■ Les femmes de l'Association des exploitantes de la vallée de Ndiaye Ndiaye (AEV), un village proche de Fatick (160 km à l'est de Dakar), avaient remarqué depuis longtemps que les terres salinisées se régénéraient là où elles avaient jeté des

déchets organiques. Désormais, entre avril et mai, elles épandent des ordures ménagères, du son de mil, des rebuts de battage et des coques d'arachide sur les sols salés où elles cultivent du riz biologique. Les restes de culture et les mauvaises herbes sont laissés dans les rizières et incorporés dans le sol par un labour au tracteur dès les premières pluies.

Ce projet rizicole sur des terres salées récupérées est appuyé par les ONG Agrecol et Green, de Thiès, dans le cadre du programme Promoting farmer experimentation and innovation in Sahel (ProFEIS). Il a permis aux femmes de Ndiaye Ndiaye de gagner déjà près de 7 ha de terres arables. Les rendements se sont améliorés grâce aussi à l'utilisation de variétés locales de riz. Le riz récolté est destiné à l'autoconsommation et à la vente. Pour Fatou Senghor, la présidente de cette association, qui compte 76 exploitantes rizicoles, la réussite de ces femmes tient à leur dynamisme et à leur solidarité.



© M. Seck

RAVAGEURS

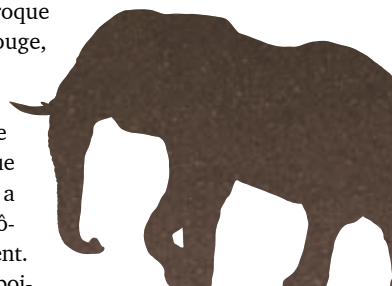
Piment contre éléphants

■ Les agriculteurs du Parc national de Murchison Falls en Ouganda utilisent du piment de Cayenne (*Capsicum frutescens*) pour empêcher les éléphants de détruire leurs plantations. Les animaux ont commencé à sortir du parc au plus fort de la guerre civile, alors que les habitants avaient dû abandonner leurs maisons pour rejoindre les camps de réfugiés. La paix revenue, le gouvernement a encouragé les villageois à revenir et à cultiver, mais les éléphants sont restés. Selon Richard Aliket, un agriculteur, les éléphants ont saccagé près de 4 ha de sa plantation de bananes et détruit d'autres récoltes : "Ils ont déraciné les bananiers et tout mangé."

Avec d'autres agriculteurs, il a découvert que de petits plants de piment rouge

intercalés dans sa plantation dissuadent les envahisseurs. "Lorsque l'éléphant croque un piment rouge,

cela le brûle tant qu'il retourne dans le parc", explique Richard, qui a installé une clôture de piment. Oignons et poivrons verts sont aussi dissuasifs. La terre ici étant extrêmement fertile, les paysans mobilisent tout un arsenal de moyens pour repousser les éléphants dans le parc.



© A. Nabwowe

COTON

Bio ou OGM ?

■ Lancé en 2004, le programme coton bio a suscité un temps beaucoup d'espoir au Burkina Faso, tant de la part des producteurs que des techniciens. Aujourd'hui, ceux-ci se disent inquiets pour l'avenir de ce créneau à la suite de la diffusion massive du coton OGM.

Déjà en 2009, des traces de coton OGM avaient été retrouvées dans des champs de coton bio, alors qu'à peine 10 % des producteurs de coton conventionnel avaient adopté le coton OGM. Or, en 2010, ce sont près de 90 % des producteurs de coton conventionnel qui sont passés aux OGM. Les promoteurs de coton bio estiment que le programme est menacé : "Aujourd'hui, il est quasi impossible de produire du coton bio à 100 %, regrette un technicien du programme. Ce que l'on cherche, c'est à réduire le niveau de contamination."



© J. Maïga

Des planteurs dont le coton a été déclassé la saison passée pour cause de contamination hésitent à poursuivre. "Plutôt que d'enrôler de nouveaux producteurs dans le coton bio, la priorité pour nous actuellement est de retenir ceux qui s'y investissent depuis quelques années déjà", confie un responsable du programme.

Une solution durable serait, selon un ingénieur agronome de l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB), de définir des zones réservées au coton bio.

BIOFORTIFICATION

Patate douce vitaminée

L'Institut zambien de recherche agricole de la province de Luapula a développé 15 nouvelles variétés de patate douce biofortifiées en vitamine A. Les patates douces à chair orange cultivées par les agriculteurs seront une source de vitamine A pour les communautés locales où des taux de carence élevés ont été identifiés comme une cause de cécité. Sept années auront été nécessaires pour développer ces variétés riches en vitamine.

ÉLEVAGE ET PÊCHE

PACAGE

Impact animal

■ Au Zimbabwe, on utilise le bétail pour restaurer les terres dégradées. Le programme du Centre africain de gestion holistique (ACHM) développé par l'écologiste Allan Savory et baptisé Operation Hope inverse la tendance à la désertification. La gestion holistique consiste à regrouper les bêtes en vastes troupeaux afin d'exploiter la puissance de leurs sabots pour casser le sol dur et y laisser pénétrer l'air et l'eau. Le bétail piétine la vieille herbe ; le sol est ainsi couvert et moins exposé au dessèchement dû au soleil et au vent. Les excréments et les urines des animaux contribuent à fertiliser le sol et un pacage contrôlé maintient les graminées vivaces en bonne santé, réduisant le besoin de les brûler et de dénuder le sol.

Au ranch ACHM de Dimbangombe, la rivière naguère à sec coule de nouveau la majeure partie de l'année ; le fourrage est abondant et il y a de la nourriture pour de nombreuses bêtes, même en année sèche. Ce traitement a plus que doublé les rendements sur les parcelles contrôlées par les communautés ; il a permis de réexploiter des terres abandonnées et d'éliminer le transport de fumier. Cette technique se répand à présent dans d'autres régions d'Afrique et une formation est offerte à Dimbangombe.

<http://tinyurl.com/28782lb>



Le bétail parqué contribue à restaurer les sols

PRÉSERVATION DES ESPÈCES

Des avancées

Trois ans après l'adoption par 191 pays du Plan mondial d'action pour les ressources zoogénétiques, de plus en plus de pays prennent des mesures pour mieux gérer la diversité génétique des animaux d'élevage. Des stratégies nationales sont mises en œuvre. Au Kenya, l'administration intègre des informations sur l'élevage dans le recensement de la population humaine et prépare une enquête nationale sur les races d'élevage. Le Ghana recrute et forme des spécialistes de caractérisation et de conservation des races indigènes. La FAO, à l'origine de ce plan d'action, estime néanmoins que beaucoup reste à accomplir. Le nombre de races menacées d'extinction ne cesse d'augmenter : 1 710 (soit 21 % du total des races) contre 1 491 en 2006.

AVICULTURE

Villages agricoles

■ Pour réduire sa coûteuse dépendance en produits avicoles, importés surtout d'Afrique du Sud et de Hollande, le gouvernement congolais a mis en place fin 2009 un projet appelé Nouveaux villages, qui vise à installer de jeunes agriculteurs dans des villages agricoles modernes. Chaque village compte une cinquantaine de maisons d'habitation et des bâtiments où est élevée de la volaille.

Nkouo, le premier de ces trois "villages agricoles", est situé à 80 km au nord de Brazzaville. Quarante familles ont été choisies parmi plus de 350 candidats. Spécialisé dans l'élevage de pondeuses, Nkouo dispose de 40 poulaillers, d'un entrepôt, ainsi que d'un centre de tri et de stockage réfrigéré pour les œufs. Une première au Congo ! Chaque famille avait reçu au départ 792 pondeuses et 2 ha de manioc à cultiver. La production de ces fermiers totalise en moyenne 8 millions d'œufs par an et 2 000 t de manioc par saison.

Après Nkouo, deux autres centres avicoles démarreront leurs activités début 2011 à Imbouba et Odziba, dans la région du Pool. On y élèvera des poussins et des poulets de chair et fabriquera des aliments pour la volaille.

PÊCHE AU CAP-VERT

Qualité certifiée

Les inspecteurs de l'UE ont certifié la qualité des poissons capturés au Cap-Vert. Les autorités de ce pays ont suivi la quasi-totalité des recommandations de l'audit réalisé en 2009, selon les récentes vérifications sur plusieurs pêcheries locales.

www.caboverde24.com

SUIVI DES PÊCHES

Baguer les thons

La Commission nationale des pêches (NFA) de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) vient de lancer un vaste programme de marquage du thon. L'objectif est d'évaluer la valeur de la ressource thonière, dont la contribution au développement économique du pays est importante. D'un coût de 3 millions \$ US (2,2 millions €), l'exercice triennal s'effectue dans le cadre du suivi intégré de la pêche qui comprend des observateurs des pêches, des échantillonnages au port des captures et un suivi satellitaire des bateaux. Ce programme est mis en œuvre par le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et la NFA. Selon le Dr John Hampton, son directeur, "ce programme de marquage fournira à la PNG le meilleur système de suivi des pêches au monde, qui améliorera considérablement notre compréhension de ces précieuses ressources".

GAZ À EFFET DE SERRE

Résorber les émissions

D'après une étude, quelque 12 % des émissions totales imputables au bétail pourraient être supprimées grâce à de simples améliorations de la production, incluant l'adoption de pâtures plus nutritives et l'ajout de faibles quantités de résidus de récoltes ou de céréales. Il existe d'autres méthodes pour compenser les émissions : restaurer les pâturages dégradés, cultiver des arbres qui piègent le carbone et fournissent des feuilles pour le fourrage et adopter des races plus productives.

<http://tinyurl.com/6gdb5fu>



SAVOIRS TRADITIONNELS Mariage parfait

■ Le comportement des fourmis, le chant des oiseaux et le moment de la floraison des arbres ou de la chute de leur feuillage – tous ces signes sont vitaux pour les populations nganyi de l'ouest du Kenya, quand il s'agit pour elles de savoir quand préparer et ensemen- cer la terre. Les récentes modifications des modèles climatiques ont toutefois compliqué les prédictions des Nganyi. Un projet anglo-canadien allie faiseurs de pluie et météo- rologues afin de combiner les méthodes pour affiner les prévisions. Les deux groupes se réunissent à chaque saison et mettent en commun leurs ressources – les Nganyi utilisant leurs méthodes traditionnelles – pour transmettre leurs prévisions. Les résultats communs se sont révélés plus précis que ceux produits par chacun des groupes séparément.

“Je crois à la validité de chacune de ces deux sciences. Nous marions nos énergies pour mieux aider les populations”, déclare Thomas Onunga, un aîné de la communauté nganyi. Le projet est soutenu par le programme Adaptation au changement climatique en Afrique, soutenu par le ministère britannique du Développement international et le Centre de recherches pour le développement international.

Un faiseur de pluie fait une démonstration d'une méthode traditionnelle de prévision météorologique.



TERRES ARIDES

Une décennie pour les déserts

Dans le cadre de la protection et de la gestion des terres arides, les Nations unies viennent de lancer la Décennie pour les déserts et la lutte contre la désertification (2010-2020). Ces écosystèmes où vit un tiers de la population mondiale sont confrontés à de graves menaces économiques et environnementales : changement climatique, agriculture non durable et mauvaise gestion des ressources en eau. D'après l'ONU, l'Afrique est le continent le plus affecté par la désertification, avec un Sahel semi-aride “qui se transforme rapidement en espace inculte”. À l'échelle mondiale, la désertification – dégradation des terres en terres arides – concerne 3,6 milliards d'hectares, soit 25 % des terres émergées. Elle menace la subsistance de plus d'un milliard de personnes dans 100 pays.

AIRES PROTÉGÉES

Atlas en ligne

Mis en ligne par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le site Internet *protectedplanet.net* recense les 150 000 aires protégées du globe et donne accès à des données détaillées sur les espèces menacées et le type de végétation qui s'y trouve.

www.protectedplanet.net

BIODIVERSITÉ

Merci aux peuples autochtones !

■ “La lutte contre la faim n'aboutira pas sans eux”, a affirmé le directeur général de la FAO lors de la présentation de la politique de l'organisation pour le renfort de la coopération et du dialogue avec les peuples autochtones et tribaux dans le monde. Cette nouvelle politique vise à garantir, dans toute action de la FAO, l'intégration des intérêts et du patrimoine de connaissances de ces peuples qui constituent près de 5 % de la population mondiale et 15 % des pauvres de la planète.



Cette politique offre aux unités techniques de la FAO un encadrement qui encourage ses techniciens, au

siège et dans le reste du monde, à s'engager plus activement avec les peuples autochtones et leurs organisations, afin de promouvoir l'échange de savoirs et d'idées sur les ressources phytogénétiques, zootechniques et la conservation des ressources naturelles dont ces populations sont garantes.

<http://tinyurl.com/5tjxqb6>

CHANGEMENT CLIMATIQUE

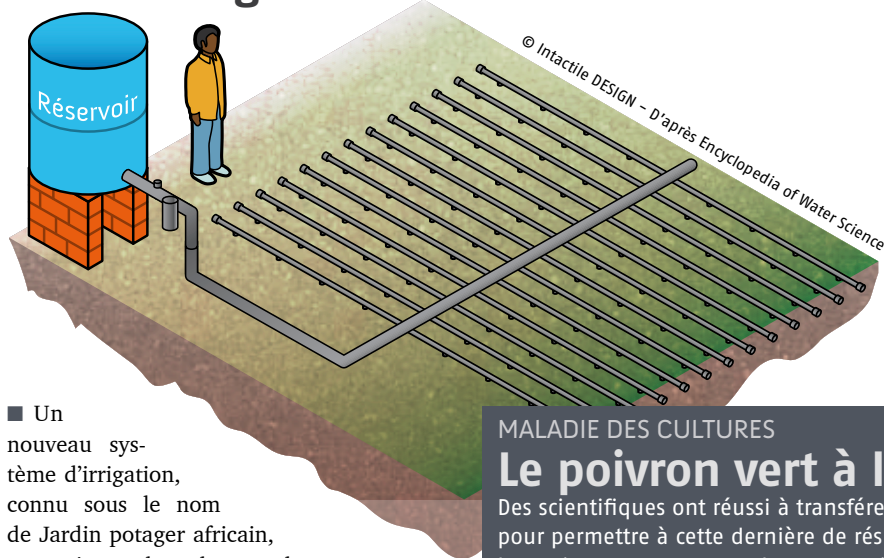
Des fonds pour l'adaptation

Les pays en développement disposent maintenant d'un site pour faciliter l'utilisation des multiples fonds et instruments disponibles pour financer l'adaptation aux changements climatiques. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale ont lancé récemment un site Internet spécifique qui propose des services, présente et analyse les différents types de fonds existants et les critères à remplir pour leur utilisation. Les modalités de gestion y sont aussi décrites avec des exemples de projets aboutis combinant avec succès divers financements.

www.climatefinanceoptions.org

MARAÎCHAGE

Goutte-à-goutte amélioré



■ Un nouveau système d'irrigation, connu sous le nom de Jardin potager africain, sera mis en place dans quelque 7 000 petites exploitations d'une centaine de communautés du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal. Le Jardin potager africain associe un système efficace d'irrigation au goutte-à-goutte, qui économise l'eau, l'énergie et la main-d'œuvre, et la gestion améliorée des cultures qui accroît les rendements agricoles. Pour réduire les coûts d'exploitation et partager la charge de la gestion de l'eau, les jardins potagers sont gérés sur une base communautaire.

Le Centre mondial des légumes fournira aux jardins des variétés améliorées de légumes adaptées aux conditions sahéliennes. Une phase pilote de ce système a été menée avec succès par l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) dans 3 000 jardins. Cette nouvelle phase est financée par les États-Unis, Israël, l'Italie et la Suisse ainsi que par le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Banque mondiale et différentes fondations et ONG internationales.

PALUDISME

Des moustiques transgéniques

Dans le cadre du plan stratégique de lutte contre le paludisme 2007-2011, le Mali vient de se doter d'un laboratoire d'entomologie. Avec l'assistance de l'Université de Keele, en Angleterre, les chercheurs de la faculté de médecine de Bamako vont y développer des moustiques transgéniques afin de réduire leur capacité à transmettre le parasite.

MALADIE DES CULTURES

Le poivron vert à la rescousse

Des scientifiques ont réussi à transférer des gènes du poivron vert sur la banane, pour permettre à cette dernière de résister au flétrissement bactérien mortel du bananier ou *Banana Xanthomonas wilt* (BXW). Les bananes génétiquement modifiées dans lesquelles des protéines de poivron vert ont été introduites montrent une forte résistance au BXW en laboratoire. La maladie bactérienne a dévasté la production de bananes dans la région des Grands Lacs en Afrique, causant plus de 500 millions \$ US (370 millions €) de pertes annuelles.

En partenariat avec l'Organisation ougandaise de recherche agricole (NARO) et la Fondation africaine de technologie agricole, l'Institut international d'agriculture tropicale se prépare à évaluer ces variétés résistantes à la maladie dans le cadre d'essais confinés en champ qui se dérouleront en Ouganda.

NANOTECHNOLOGIE

Boire en toute sécurité

■ En Afrique du Sud, des chercheurs utilisent la nanotechnologie pour créer un filtre jetable pour l'eau, qui ressemble à un sachet de thé. Élaboré par les chercheurs de l'Université de Stellenbosch, le système s'adapte au goulot d'une bouteille d'eau et nettoie par filtrage une eau même très polluée. "Eau est immédiatement nettoyée lorsqu'on boit à la bouteille", commente le professeur Eugene Cloete, qui a dirigé l'équipe et déposé un

brevet pour cette invention. Le système est destiné aux communautés qui vivent près des cours d'eau pollués et aux populations dont la fourniture en eau n'est pas effectuée dans les meilleures conditions.

Le sachet composé du même matériel biodégradable ressemble à un sachet de thé. L'intérieur est revêtu d'un film fin de biocides encapsulés dans de minuscules nanofibres, qui tuent tous les microbes responsables de maladies. Le sac est rempli de granules de charbon actif qui suppriment tous les produits chimiques dangereux. Chaque filtre nettoie 1 litre d'eau et les tests ont montré qu'elle est 100 % potable. Une fois utilisé, le sachet est jeté ; un autre est alors inséré dans le goulot.



SANTÉ

Bière et moustiques

Les buveurs de bière de mil (*dolo*) sont plus exposés aux piqûres de moustiques que les buveurs d'eau, constate une étude menée au Burkina Faso par le centre Muraz de Bobo-Dioulasso, l'Institut de recherche burkinabé en sciences de la santé et l'Institut de recherche pour le développement (IRD, France). La consommation de bière entraînerait le dégagement d'odeurs corporelles qui attirent les moustiques vecteurs du paludisme. L'identification moléculaire de ces odeurs pourrait permettre de les inhiber ou, à l'inverse, de les utiliser pour piéger les insectes.



FORÊT

Accueil paysan et protection

■ Pour stopper les dégâts engendrés par les coupes de bois, mais surtout atténuer la pauvreté persistante de la population, la communauté riveraine de la forêt naturelle d'Anjozorobe (150 000 ha), au nord de la capitale malgache, s'est lancée en 2009 dans l'accueil touristique.

En 2006, elle avait créé son association, l'Antsahabe solidaire (AMI), puis noué des partenariats public-privé pour acquérir un terrain, construire des bungalows et attirer les touristes. La gestion de la partie strictement hôtelière a été confiée à un professionnel du secteur (Kudéta), mais le reste des services est assuré à 90 % par les paysans : accueil des visiteurs, restauration, sécurité, guidage, etc. "Nous approvisionnons l'hôtel en riz, fruits et légumes, volaille et bois de chauffe", se réjouit Vololona, une mère de famille.

L'AMI, qui est propriétaire des bâtiments, perçoit un loyer et 4 % sur le chiffre d'affaires de l'hôtel dont la capacité d'accueil est

de 30 personnes pour l'hébergement et 40 pour la restauration. Ces sommes servent à financer des activités d'intérêt commun. Aujourd'hui, la vie de tous s'est améliorée et la forêt se porte mieux. Selon un responsable de l'ONG

Fanamby, 20 000 ha de forêt avaient disparu entre 2000 à 2004 contre trois ha seulement dès 2007.

Les touristes ont une vue imprenable sur la forêt d'Anjozorobe



© M. Andriatiana

VALEUR AJOUTÉE

Endiguer l'exode

■ Au Guyana, les femmes de 50 communautés amérindiennes de la région de Rupununi tirent des revenus de la transformation de l'arachide et du manioc et aident dans le même temps à améliorer la nutrition des enfants scolarisés. Conçu pour réduire l'émigration, le projet a considérablement amélioré la production d'arachide et élaboré des méthodes pour ajouter de la valeur aux arachides, au manioc et aux fruits locaux. Dans cette région reculée, proche de la frontière du Brésil, des membres de chaque famille émigraient habituellement pour trouver du travail, mais l'augmentation des emplois pour les femmes a aidé à juguler le phénomène.

Sept industries artisanales employant chacune 50 femmes produisent à présent du beurre d'arachide, des snacks au manioc

et des jus de fruit pour les 4 000 écoliers de 33 villages. En 2009, ces entreprises communautaires ont gagné plus de 20 000 000 GYD (74 000 €). Toutes sont aujourd'hui techniquement et économiquement durables. Parmi les retombées majeures du projet : la nette amélioration du régime alimentaire des écoliers, dont beaucoup souffraient de carences en vitamines, protéines et micronutriments dans leur ration quotidienne.



© R. Gidharie

APICULTURE

Généreuses abeilles

L'apiculture est passée en Zambie du stade de l'activité informelle à celui de source florissante de revenus, grâce à l'orientation plus commerciale adoptée par le Conseil zambien de l'apiculture (ZHC) qui supervise le secteur. Dans la seule province du Nord-Ouest, plus de 10 000 apiculteurs possèdent 500 000 ruches, produisant 1 000 t de cire d'abeille par an. La moitié du miel et d'autres produits des ruches sont exportés, principalement vers l'Europe.

AIDE HUMANITAIRE

Un marché en expansion

Donateurs, agences internationales et ONG dépensent chaque année des milliards de dollars en actions d'urgence et de secours. Les Nations unies, à elles seules, dépensent plus de 5 milliards \$ US (3,8 milliards €) en biens et services, dont 60 % sont destinés à l'aide humanitaire ou au développement aux pays africains. À peine 10 % de ces achats sont faits en Afrique.

Le programme du Centre de commerce international (CCI), Acheter en Afrique pour l'Afrique, est en train d'inverser cette situation. Il a permis d'identifier les produits disponibles dans plusieurs pays. En Afrique de l'Est et australe, par exemple, l'offre de céréales, légumineuses, semences et moustiquaires est abondante. Quelques agences et ONG internationales ont commencé à acheter de plus en plus localement.

www.forumducommerce.org

VIANDE

Une usine pour moins importer

Le marché angolais dispose d'une nouvelle usine de transformation de viande et saucisses à Cacuo. L'usine, d'une capacité de production journalière de 20 à 30 t qu'elle peut doubler, a deux lignes de production : conserves et produits fumés. Cette entreprise permettra à l'État de réduire les importations et aux producteurs de bétail d'augmenter leur production pour fournir la matière première.

<http://jornaldeangola.sapo.ao>



La Kényane **Sarah Ogalleh Ayeri** est chercheuse pour le programme Femmes africaines dans la recherche et le développement agricoles (AWARD), qui veut offrir aux communautés rurales une recherche et un développement agricoles en faveur des pauvres. Elle est également chercheuse au Centre de formation et de recherche intégrée pour le développement des terres arides et semi-arides (CETRAD).

SARAH OGALLEH AYERI

Bâtir sur les savoirs locaux

Dans le cadre de la bourse AWARD, Sarah Ogalleh Ayeri mène une étude sur les techniques d'adaptation utilisées par les agriculteurs pour atténuer les effets du changement climatique dans le district kényan de Laikipia. Elle espère que ses conclusions seront autant de leçons pour l'avenir.

Sur quoi portent vos recherches et quels objectifs poursuivez-vous ?

Mes recherches sont axées sur les effets du changement climatique et la façon dont les petits paysans mobilisent des techniques locales d'adaptation. Le changement climatique est indissociable de l'agriculture. Mes recherches mettront l'accent sur les stratégies d'adaptation locales des petits agriculteurs dans la province de la Vallée du Rift au Kenya et en particulier le district de Laikipia. Documenter les techniques utilisées par les paysans sur le terrain est essentiel pour une prise de décision et une planification adaptées au secteur agricole. Cela implique de collecter les opinions, actions et besoins des agriculteurs et d'utiliser ces données comme paramètres d'un développement agricole durable. Les techniques d'adaptation innovantes des agriculteurs peuvent déterminer les formes de planification et de mise en œuvre des stratégies d'adaptation des pays en matière de développement agricole.

Comment vous y prenez-vous pour trouver les bonnes personnes sur le terrain ?

Viser la bonne cible – les petits agriculteurs – est fondamental si l'on veut des résultats crédibles. Cette recherche a recouru à des méthodes spécifiques de collecte de données, scientifiquement adaptées à ce genre d'études. Elle s'appuie sur des procédures d'échantillonnage et combine d'autres méthodes de collecte telles que l'évaluation rurale participative (ERP) et des approches qualitatives et quantitatives à des fins de triangulation.

Quels exemples de techniques d'adaptation autochtones avez-vous croisés jusqu'ici ?

Les petits paysans utilisent plusieurs mesures d'adaptation locales : permaculture et

paillage pour maintenir l'humidité des sols, usage de nouvelles variétés qui arrivent rapidement à maturité et peuvent continuer à croître dans des conditions climatiques difficiles, plantation de variétés résistantes aux maladies et qui ont survécu dans toutes les conditions climatiques dans certaines zones depuis des dizaines de générations, semis précoce ou tardif. La recherche examinera aussi les techniques nouvelles et acceptables d'adaptation au climat en agriculture, spécifiques aux petits agriculteurs du nord du Kenya.

“Le changement climatique est indissociable de l'agriculture”

Quels sont les risques que les agriculteurs adoptent de nouvelles technologies non appropriées ou non durables ?

Des techniques qui n'intègrent pas les besoins des agriculteurs risquent de devenir inutiles, avec des effets importants sur le développement agricole. Par exemple, si les agriculteurs adoptent une nouvelle technique adaptative pour revenir plus ou moins vite à leur propre technique locale, cela signifiera que les scientifiques ont perdu leur temps et leurs ressources.

Quels bénéfices les paysans tireront-ils de votre étude ?

Cette étude documente les techniques agricoles qu'ils utilisent sur leurs exploitations, les pratiques de leurs voisins et comment tous peuvent améliorer ce qu'ils font pour adapter leur agriculture au changement climatique. L'étude englobe ces pratiques domestiques tournées vers la recherche, et les analysera sur un mode critique à des fins d'extension,

de dissémination et d'amélioration. Cela contribuera probablement à des adaptations spécifiques aux contextes locaux qui seront validées par les agriculteurs, les scientifiques et les décideurs politiques, allant dans le sens du développement d'une agriculture durable.

Comment vous assurerez-vous que les résultats de vos recherches seront mis en œuvre au profit des petits exploitants ?

La mise en œuvre des résultats de la recherche se fera en deux étapes. Tout d'abord, on organisera des ateliers de restitution des résultats

pour sensibiliser les communautés aux adaptations dans le secteur agricole et à la façon dont ces techniques d'adaptation contribuent au bien-être social, économique et écologique. Dans un second temps, cette étude produira des notes politiques qui seront présentées aux ministères de l'Agriculture et de l'Environnement et des Ressources naturelles pour faciliter la prise de décision et peut-être l'élaboration de politiques. En outre, en fonction des fonds disponibles, il est prévu d'organiser un atelier qui rassemblera tous les acteurs afin de discuter des résultats et forger un plan directeur relatif à l'adaptation au changement climatique en agriculture.

Quels défis se sont présentés à vous jusqu'ici ?

Jusqu'ici, tout fonctionne à merveille. Les agriculteurs se montrent très réceptifs et cela m'a donné l'élan nécessaire pour poursuivre ces travaux. Leur réceptivité m'a convaincue de l'importance de ce travail pour eux. ■

À l'heure où nombre de voies traditionnelles se ferment aux paysans ACP, l'entrepreneuriat agricole s'affirme, offrant des perspectives d'indépendance, de revenus et d'avenir que la simple agriculture de subsistance peine à fournir.

AGRIPRENEURS

Se lancer dans les affaires



© G. Crawford/Report Digital - Réa

17 | POINT DE VUE
Pauline Mwangi :
Prendre un bon départ

18 | REPORTAGE EN OUGANDA
Les champignons,
ça profite

Themba Dlamini est le premier à reconnaître que lancer sa propre affaire n'a pas été chose facile. Toutefois, depuis qu'il a sauté le pas en achetant la ferme où il travaillait autrefois, le jeune agriculteur swazi a vu celle-ci se développer et a décroché un contrat d'approvisionnement – en mini-maïs, haricots, courgettes et pois gourmands – d'une grande chaîne sud-africaine de supermarchés. Themba a aussi réussi à pénétrer les marchés européens et son affaire emploie à présent plus de 100 personnes. Gugu Happiness Maphanga qui fait partie de son personnel et travaille à l'unité d'emballage confie : "Je suis la première de ma famille à avoir un emploi."

Dans les milieux économiques, on s'accorde largement sur l'idée qu'une agriculture plus commerciale – le développement de petites agro-entreprises en particulier – est un moteur important de la sécurité alimentaire, des exportations, de la croissance et du développement économiques. Themba en est la preuve vivante : il appartient à un groupe réduit mais croissant de personnes que l'on appelle "agripreneurs" : des ruraux qui ont créé leur propre entreprise dans l'espoir de revenus et d'un avenir meilleurs.

Certains sont devenus leur propre patron par nécessité, en raison du déclin des marchés traditionnels des produits de base et de la difficulté à conserver des parts de marché face à une agriculture de plus en plus commerciale. La fin des prix garantis par les offices de commercialisation a incité de plus en plus de producteurs à réorienter leurs carrières et à chercher les meilleurs moyens pour gagner leur vie à partir de la terre. La réponse varie beaucoup en termes d'échelle et d'ambition. L'une des voies possibles est la diversification. L'agriculteur barbadien Charles Herbert a abandonné la production de sucre lorsque les prix à l'exportation vers l'UE ont commencé à chuter. Il exploite à présent 24 ha de fruits, 28 ha de légumes, 12 ha d'igname et d'autres cultures. Il s'est mis à la culture hydroponique et a décroché un contrat d'approvisionnement d'une agence de croisières. Dans certaines régions du Kenya, les paysans passent de l'agriculture et de l'élevage traditionnel à l'élevage de crocodiles : ils vendent la viande aux hôtels et à des entreprises de transformation et arrondissent leurs revenus avec la peau.

Sortir des sentiers battus

D'autres producteurs font le choix d'ajouter de la valeur à leurs produits par le biais de la transformation, de l'emballage ou d'un marketing judicieux. Eldon Serieux a abandonné la culture de bananes à Sainte-Lucie pour créer sa propre usine de confitures et gelées à base de gingembre, mangue, banane, pomme Cythère, goyave et fruit de la



passion. Sa compagnie Frootsy Foods est aujourd'hui une marque reconnue à Sainte-Lucie, qui prospère aussi sur les marchés d'exportation. Dans la région nord-ouest de la Zambie, Chibbonta Chilala, riziculteur, a monté une usine artisanale de transformation où le riz blanc est emballé en sacs de 1,2 ou 25 kg, puis vendu dans un petit magasin. ►



Themba Dlamini
du Swaziland et
ses mini-légumes

© Technoserve

► Les spécialités et produits de niche sont un secteur prometteur. Certains agripreneurs valorisent un produit local soit sous sa forme traditionnelle, soit en y ajoutant un petit plus. Duane Dove, cultivateur de cacao de Tobago, associe vieux rhum et chocolat issu d'un cacao caribéen de qualité supérieure pour allécher les consommateurs européens. D'autres lancent des services dans le secteur agroalimentaire, mobilisant souvent les TIC. Sur l'île de la Trinité, Rachel Renée et David Thomas, un jeune couple, ont monté un service en ligne de livraison de légumes, après l'échec de l'installation initiale de David dans l'agriculture classique. À Sainte-Lucie, Luvette Thomas-Louisy dirige un service dynamique de consultance agricole et environnementale, qui a conçu un programme de gestion d'une maladie – la septoriose de la banane – basé sur les TIC.

Réussir en tant qu'agripreneur oblige souvent à sortir des sentiers battus, à traquer les opportunités là où d'autres ne voient que fatalité. Bien que la libéralisation et les nouvelles réglementations commerciales aient conduit au déclin de certains secteurs traditionnels, elles peuvent aussi offrir des opportunités. Un bon jugement et de bons intrants conduisent à une approche "filiale" : au lieu par exemple de se contenter de faire pousser des tomates, les paysans peuvent mieux faire en les transformant en sauce. En Dominique, où les bananes ont longtemps été une culture majeure, le jeune entrepreneur Darwin Télémaque occupe une niche de marché en approvisionnant les supermarchés, hôtels et organisateurs de croisières en bananes mûres prêtes à consommer.

Changer l'image de l'agriculture

Un atelier organisé en 2008 par le CTA et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a rassemblé agripreneurs actifs ou potentiels, chercheurs, experts commerciaux et décideurs politiques. Les idées de commerce qui ont émergé incluaient snacks (tels que bananes plantain frites et flocons d'igname), aliments déshydratés, aliments congelés de niche (pois d'Angole, manioc ou mangue), fabrication de compost bio et élevage de petits animaux (lapins, oiseaux ou poissons tropicaux) vendus comme animaux de compagnie.

L'atelier a aussi été l'occasion d'explorer des formes d'agriculture non

traditionnelles (agrotourisme et tourisme culinaire, préparations et cosmétiques à base de plantes) et les services agricoles (prêts de machines et aménagement paysager, par exemple). Des appels ont été lancés pour que l'agri-entrepreneuriat sorte de son statut actuel largement informel pour passer à celui de secteur commercial formel, avec un système plus structuré qui cible d'abord les jeunes.

Lorsque l'agri-entrepreneuriat fonctionne, il contribue à changer l'image de l'agriculture et à en faire une carrière attrayante, surtout pour les jeunes. Aux yeux de certains, c'est une chose que de labourer les champs pour planter des pommes de terre, c'en est une tout autre que de devenir patron d'une petite entreprise qui produit des snacks à base de pommes de terre. Marcia Brandon, directrice exécutive du Barbados Business Youth Trust, revendique une nouvelle image pour le secteur, en particulier pour les jeunes : "L'agriculture doit être regardée comme une activité commerciale qui offre des opportunités de gagner de l'argent et de créer de la richesse", dit-elle. Guider les jeunes agripreneurs s'est avéré une façon efficace d'augmenter le taux de réussite des startups. Au Sénégal, un programme d'incubation d'entreprises lancé par l'Université Cheikh Anta Diop, le gouvernement français et l'Institut de recherche français pour le développement (IRD) propose conseil et soutien à ceux qui souhaitent démarrer leur propre affaire en Afrique de l'Ouest. La société d'agro-business ABS, gérée par de jeunes agripreneurs caribéens, offre du conseil aux futurs patrons d'entreprise. "Si les ►

Secrets de plantes



C'est grâce à un Programme de formation des jeunes talents dans sa Dominique natale qu'Avriel James s'est découvert une passion pour la fabrication de savon. À la fin de la formation, elle a créé Coal Pot, une fabrique de savon et de produits de soins corporels.

Elle a dès le début décidé de fonder son

entreprise sur l'utilisation des plantes et ingrédients locaux. Avec l'aide de sa mère et de sa grand-mère, qui toutes deux avaient de solides connaissances en plantes traditionnelles, elle s'en est procurée auprès des paysans locaux. Compte tenu de l'étroitesse du marché intérieur, la jeune entrepreneuse vise plus loin. Avec le soutien de l'Agence caribéenne de développement des exportations, elle a exposé ses produits dans plusieurs salons commerciaux étrangers. Sa société a récemment lancé une ligne de produits de soins corporels pour hommes et présentera prochainement des shampoings à base d'extraits de cabosses de cacao et d'un cactus local. Cette production reprend des recettes de soins capillaires utilisées depuis des générations.



© R. Gildharie

► jeunes voient des exemples de réussite parmi les entrepreneurs et les bénéficiaires qui en découlent, ils seront naturellement attirés par le secteur”, ajoute Rhonda Sandy, agent d’ABS.

Au Guyana, une unité de fabrication de pain de manioc

L’environnement culturel joue aussi un rôle. Dans certains pays ACP, on considère qu’occuper un emploi salarié est un objectif plus légitime que de se risquer à auto-entreprendre. Les orientations prônées par les parents et les écoles reflètent cette attitude tandis que les cadres commerciaux soulignent l’importance d’un appui accru de la part du secteur éducatif. À Sainte-Lucie, un projet de fabrication par des jeunes sans emploi de papier artisanal à partir de déchets de bananiers a échoué tout d’abord, non parce que le marché n’était pas assez solide mais parce que, nous dit la chef de projet Christine Wilson, “les jeunes ne comprenaient pas le concept d’entrepreneuriat. Ils voulaient un salaire”.

Steve Maximay, expert-consultant en affaires caribéennes, demande que soient développés davantage de programmes pour la jeunesse, pour stimuler les jeunes agripreneurs dans les domaines des alicaments, épices exotiques, unités d’agro-service spécialisées dans le marketing, unités d’emballage et de transformation de qualité, ou encore de la formation aux services professionnels tels que certification, traçabilité et gestion des ravageurs.

Une main secourable

On n’entre pas dans l’agripreneuriat à la légère. Il faut être prêt à prendre des risques calculés. Il faut aussi être

créatif, innovant et débrouillard, prêt à travailler dur sans compter les heures, à gérer le stress et à faire face aux bons comme aux mauvais moments. Une bonne formation agricole est indispensable, mais un renforcement des compétences en commerce, marketing et TIC l’est tout autant. Détermination des prix et des coûts, analyse de rentabilité, planification de la production, marketing, comptabilité, contrats et financement sont autant de domaines que les agripreneurs doivent connaître. Un agripreneur doit se faire une idée claire des tendances du marché. Que veulent les consommateurs et pourquoi sont-ils prêts à payer plus cher ?

Vendre le projet d’entreprise au financier est l’un des premiers obstacles auxquels est confronté l’entrepreneur. Le crédit seul ne suffit toutefois pas et un bon coup de pouce peut s’avérer décisif. Les efforts de Themba Dlamini à gérer son agro-entreprise au Swaziland semblaient voués à l’échec avant que l’ONG TechnoServe vienne à sa rescousse en négociant un prêt, organisant une assurance-récolte et décrochant la certification GlobalGAP qui lui a permis de pénétrer les marchés internationaux. “Je n’aurais pas pu y arriver seul”, reconnaît-il.

Un projet financé par l’UE au Cameroun et en RD Congo aide les ruraux à développer des micro-entreprises durables, à partir de produits forestiers issus du gommier arabe (*Acacia* spp.), du safoutier (*Dacryodes edulis*), du merisier d’Afrique (*Prunus africana*) et du manguier sauvage (*Irvingia* spp.). Le Fonds pour les Projets de développement d’innovation (DIV) a été lancé en octobre 2010, pour étendre la discipline financière du secteur privé au secteur public et atteindre les pays du Sud. Un million \$ US (environ 736 000 €) ont déjà été investis dans huit projets différents.

Au bout du compte, il faut aussi se rappeler que les agripreneurs n’ont pas à vivre tout cela seuls. L’engagement de partenaires dans la création d’une filière ►

Du carburant aux produits de beauté



© V. Prasad

Garry Tarte a rapidement entrevu le nouveau potentiel des noix de coco qu’il cultivait à Taveuni aux Fidji. “Je viens de l’industrie de la noix de coco qui était sinistrée depuis de nombreuses années, et je commence juste à explorer les possibilités d’ajouter de la valeur grâce à de nouvelles technologies”, dit-il. En plus de produire une huile de noix de coco vierge pour le segment supérieur du marché, il fabrique à présent un cake à base

de coprah et fournit les entreprises cosmétiques qui utilisent son huile comme base pour leurs lotions et produits de gommage corporels. En octobre 2010, sa « vision » commerciale a valu à Garry le prix Pacific Farmer du projet Facilitation du commerce des produits agricoles (FACT) financé par l’UE. L’homme d’affaires âgé de 30 ans, qui vend à l’Australie et aux USA, utilise à présent des produits dérivés de la noix de coco pour alimenter sa chaîne de production. Les coques des noix de coco fournissent de la vapeur qui sert à transformer l’huile et deux générateurs fonctionnant à l’huile de coco alimentent sa ferme en électricité.



► efficace s'est avéré une formule gagnante pour les producteurs de taro (ou dachine) à Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Avec l'aide du Réseau caribéen des agriculteurs (CaFAN), ils ont bâti un important commerce d'exportation

À Ste Lucie, le service de consultance de Luvette Louisy a conçu un programme de gestion de la septoriose de la banane basé sur les TIC.

impliquant un réseau de cultivateurs, nettoyeurs, calibreurs et emballeurs. Résultat : une belle réussite, avec de nouveaux marchés au Royaume-Uni et sur le continent européen, et des producteurs qui gagnent jusqu'à 300 % de plus que lorsque chacun travaillait dans son coin. ■



CHIFFRES CLÉS

4 nouvelles entreprises pour 1 000 habitants sont lancées chaque année dans les pays du Nord, contre **1** en Amérique latine et aux Caraïbes et moins de **0,6** en Afrique subsaharienne.

80 % des petites entreprises débutantes échouent au bout de deux années d'activité.

87 % des entrepreneurs qui ont reçu le soutien d'un incubateur restent dans la partie.

35 à 50 % des petites et moyennes entreprises aux Caraïbes sont gérées par des femmes.

Point de vue

Pauline Mwangi, experte en petites entreprises, travaille pour l'ONG TechnoServe au Kenya. Sa spécialité : les initiatives pour les jeunes, en particulier les filles et les femmes. Elle dirige actuellement le programme Jeunes femmes en entreprise (YWE), qui en forme 3 000 d'entre elles en entrepreneuriat, gestion financière et compétences commerciales.



Prendre un bon départ

Pourquoi les femmes ont-elles particulièrement besoin d'aide pour démarrer une affaire ?

Les femmes des pays du Sud bataillent avec un accès restreint aux marchés et à l'information. Le manque de capital initial, de biens et de garanties limite leur accès au crédit ; les barrières culturelles aggravent ces difficultés. Les réseaux entrepreneuriaux sont souvent dominés par les hommes. Le petit nombre de femmes à des postes de direction ne leur permet pas de faire pression pour défendre leurs intérêts. Ces divers facteurs tendent à saper leur confiance en elles et à augmenter leur aversion pour le risque.

De quel type d'assistance ont-elles besoin ?

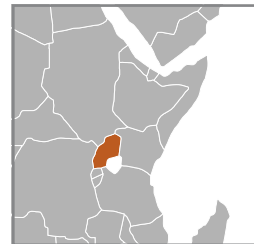
Les femmes tirent profit d'une formation sur mesure en création d'entreprise, d'un accès à des financements sans garantie et d'une assistance axée sur le développement de produits et les liens au marché. L'aide de mentors, des femmes d'affaires qui ont réussi, et l'appui d'associations liées au monde de l'entreprise sont aussi importants. Des fonds qui ciblent les femmes peuvent les aider à surmonter les obstacles financiers. Enfin, il est indispensable que les femmes gagnent en visibilité dans l'entrepreneuriat par le biais de réseaux élargis, de leur participation à des foires et salons commerciaux et à des programmes d'échanges internationaux.

Quels sont selon vous les bénéfices de votre appui ?

Les membres du programme YWE ont renforcé leur confiance en elles et leur élan entrepreneurial. Par exemple, Rose Amanchi, qui avait quitté l'école en quatrième et n'avait pas de travail quand elle est venue au YME, gagne à présent 140 \$ US (106 €) par mois grâce à son entreprise de confection de robes ; elle envisage d'ouvrir un magasin de tissus et un centre de formation pour aider d'autres jeunes femmes. Les femmes ont aussi appris l'importance de la mise en réseau, par exemple en créant des groupes d'entraide pour des entreprises conjointes, et elles ont pu accéder à des services bancaires.

Hormis des revenus, quels bénéfices attendre du démarrage de sa propre entreprise ?

Les auto-entrepreneurs créent des emplois indispensables au sein des communautés défavorisées. Les jeunes qui gèrent des entreprises qui marchent deviennent des modèles pour les autres et ils transmettent les compétences et savoirs qu'ils ont acquis. En entrant dans l'entrepreneuriat pour résoudre les problèmes qui se posent à leur communauté, les jeunes dépassent le stade où ils attendaient des autres qu'ils résolvent les leurs.



Les champignons, ça profite

Ismail Mulindwa était encore adolescent quand il prit conscience des opportunités commerciales de la myciculture. Son instinct ne l'a pas trompé. Il dirige à présent une entreprise florissante qui lui assure de solides revenus et donne du travail à un nombre croissant de petits producteurs.

Une fois ses études achevées dans le district de Mukono en Ouganda, Ismail Mulindwa savait exactement ce qu'il voulait faire. Il avait déjà essayé de faire pousser des champignons sur des balles de coton durant ses vacances scolaires et était persuadé que l'aventure pouvait être rentable. "Nous sommes agriculteurs par nature, explique Mulindwa. Mes parents sont agriculteurs. Ils ont perçu mon potentiel et m'ont encouragé."

Au départ, Mulindwa a acheté du mycélium de champignon auprès de l'Université de Makerere et de l'Institut de recherche agricole de Kawanda. Il a toutefois réalisé rapidement qu'il s'en tirerait mieux seul. "Seules ces deux institutions disposaient de mycélium, mais ce n'était pas pratique pour moi. J'ai alors décidé d'apprendre à le produire moi-même", explique-t-il. Déterminé, Mulindwa a suivi une formation en microbiologie de trois mois à l'Université

de Makerere. Pour parfaire la technique, il s'est inscrit à un autre cours au lycée agricole de Baraka au Kenya.

Passer à l'échelle supérieure

Aujourd'hui âgé de 25 ans, Mulindwa a construit un laboratoire de fabrication du mycélium sur son exploitation, grâce à un prêt sur trois ans contracté auprès d'une société privée pour monter l'installation, d'un coût de 15 millions UGX (environ 5 000 €). Il l'a remboursé dans les temps, sans grandes difficultés. Après avoir expérimenté divers matériaux, il a opté pour l'utilisation exclusive de substrats biologiques pour cultiver les champignons. Il les vend frais ou séchés à des particuliers, supermarchés et hôtels, et, en plus, fournit du mycélium à d'autres clients. Parmi ceux-ci, des agriculteurs ougandais et kényans et les services de vulgarisation agricole de l'État (NAAADS). Il réalise un bénéfice mensuel moyen de 1,5 million UGX (500 €), qui peut atteindre 4 millions UGX ►

De gauche à droite :

Ismail Mulindwa dans sa chambre noire devant les flacons de mycélium

Les champignons, une passion

Les champignons poussent sur des sacs de substrat.



► (1 300 €) lorsqu'il décroche un gros contrat. "Ma capacité de livraison est de 2 000 bouteilles de mycélium par mois", précise-t-il.

La demande est telle que Mulindwa a mis sur pied un réseau de petits champignonnistes qu'il cherche à élargir pour répondre à la demande d'un marché international en plein essor. Une grande partie de ses fournisseurs sont des femmes, de plus en plus attirées par la myciculture et qui empruntent les capitaux de départ à des institutions de microfinance. Une part de l'attrait pour cette culture réside dans son cycle rapide ; la récolte s'effectue en 20 à 30 jours après le semis du premier mycélium ; en outre, cette culture ne dépend pas des saisons.

Bénéfices partagés

"J'avais peur d'emprunter mais, quand j'ai visité la ferme de Mulindwa, cela m'a encouragée. Avec les champignons, on commence à gagner de l'argent au bout de trois semaines seulement", explique l'une des petites productrices, Joanita Namirembe. Elle a investi 1 million UGX (330 €), et est rentrée dans ses frais en trois mois. Un autre producteur raconte : "Je n'ai eu aucune perte : je peux vendre les champignons frais ou séchés au soleil. Séchés, ils peuvent se conserver au moins trois ans."

Mulindwa dispose de revenus supplémentaires en organisant des ateliers de formation à la myciculture. Son objectif est de monter une structure d'enseignement sur son exploitation pour partager les compétences et savoirs liés à son commerce. Selon lui, le potentiel reste largement inexploité et les champignonnistes pourraient gagner plus avec un emballage de qualité et une bonne image de marque. Le jeune myciculteur affirme qu'être responsable d'une exploitation lui a appris la valeur du travail, mais que les résultats valaient bien cet investissement. "J'ai transpiré dans mon intérêt, mais j'en ai tiré des bénéfices, déclare-t-il. J'apprécie d'être mon propre patron."

Angella Nabwowe



Pour aller plus loin

Agribusiness Society

St Augustine University of the West Indies
Trinité-et-Tobago

CaFAN

Réseau des agriculteurs des Caraïbes
www.caribbeanfarmers.org

GEM

Global Entrepreneurship Monitor
www.gemconsortium.org

IICA

• **Breeding and Growing Agripreneurs**
IICA, 2008, 92 p.
ISBN 978-92-9039-954-4

• **Entre&prendre e-magazine**

IRD

Projet de création d'un incubateur d'entreprises
pour l'Afrique de l'Ouest
<http://tinyurl.com/2fncaq8>

OIT

Organisation internationale du travail
<http://tinyurl.com/yz99oda>

RIE

Réseau innovation et entrepreneuriat
en matière de recherche dans les Caraïbes
www.rienet.net

SEED

Seed Initiative – Aide aux entrepreneurs
<http://tinyurl.com/34bmepx>

TechnoServe

ONG qui aide les entrepreneurs
dans les pays du Sud
www.technoserve.org

Un grain d'avenir

Céréale des zones arides par excellence, le sorgho fait l'objet d'un intérêt renouvelé pour sa résistance à la sécheresse et son potentiel de production de biocarburants.

Pas facile pour le sorgho de tenir sa réputation face à des céréales venues d'ailleurs comme le blé ou le riz. Et pourtant ! Le sorgho, *Sorghum bicolor*, ou "gros mil", cette graminée céréalière et fourragère d'origine tropicale, ne manque pas de vertus. Très robuste, le sorgho supporte bien la chaleur et la sécheresse, ce qui en fait, avec le mil, la culture céréalière privilégiée des zones arides. Le séquençage de son génome, en 2009, a permis de mieux comprendre l'origine de cette précieuse propriété.

Cinquième céréale la plus cultivée dans le monde après le maïs, le blé, le riz et l'orge, sa production représente 61,7 millions de tonnes (moyenne 2006-2008) dont 25,6 millions de tonnes pour l'Afrique où il couvre 4 % des terres arables. La production y est passée de 18,41 millions de tonnes en 1980 à 27,16 millions de tonnes en 2009, en partie du fait de la hausse de 54 % des rendements (de 700 à 1 100 kg/ha). Avec l'Asie, essentiellement Chine et Inde, l'Afrique concentre plus de 95 % de son utilisation alimentaire, la production des pays développés (13,6 millions de tonnes) étant destinée surtout à l'alimentation animale.

Deux redoutables ennemis

La culture du sorgho est confrontée à deux redoutables prédateurs : le striga et les foreurs de tige. Le striga, plante parasite, est responsable de 40 à 100 % des pertes de récolte. Les méthodes traditionnelles de lutte sont l'arrachage manuel, l'application d'herbicides et l'augmentation des doses d'engrais pour renforcer la plante. Un programme de promotion de variétés résistantes mises au point par l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) est en cours auprès des



sur la parcelle de sorgho deux plantes, le desmodium et le napier, qui le protègent de ces ennemis.

Mieux transformer

Le stockage et la transformation du sorgho font appel à des méthodes traditionnelles. Il est stocké au frais et au sec, parfois mélangé à de la cendre, dans des petits conteneurs souvent en terre. La transformation consiste d'abord à éliminer le son par pilage et tamisage ou vannage. Le maltage permet de fabriquer des bouillies et des boissons alcoolisées. D'un point de vue nutritionnel, les teneurs en protéines et en fibre du sorgho sont comparables à celles du maïs et du blé, mais celles en fer et en zinc sont nettement plus élevées. Denrée alimentaire de base pour des millions de Sahéliens depuis des siècles, le sorgho est consommé sous forme de grain entier, de farines, de pain, de galettes, de semoule et ou de bouillies pour les enfants. Les déchets ainsi que les pailles sont donnés aux animaux.

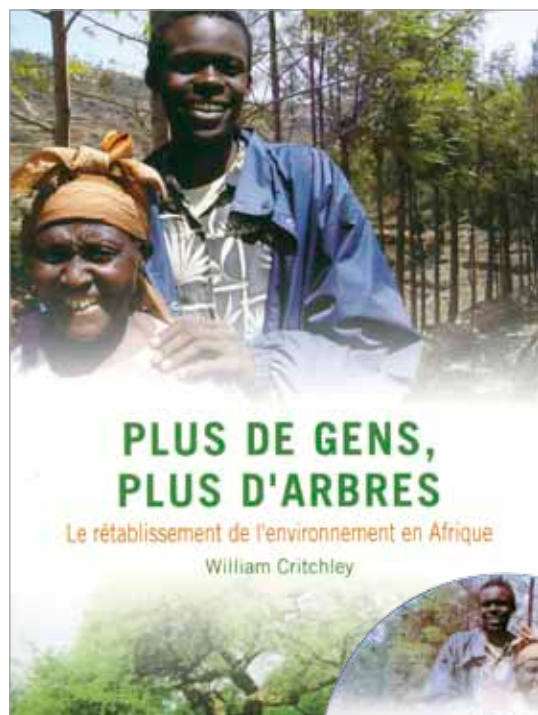
Des améliorations rendent le sorgho plus attrayant aux yeux des consommateurs. L'Institut de recherche en agronomie et production animale de Serere, en Ouganda, a mis au point une variété de sorgho à faible teneur en tanin, diminuant ainsi son amertume. L'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA) et le Réseau ouest-africain de recherche sur le sorgho (ROCARS) ont produit un pain à base de farine panifiable de sorgho, très bien accueilli par les consommateurs, selon une enquête réalisée fin 2007.

Les fabricants de biocarburants s'intéressent de près au sorgho. Le projet Sweet fuel, lancé en janvier 2009 par l'ICRISAT, le CIRAD, l'EMBRAPA (Brésil) et sept autres partenaires, sur financement européen, vise à sélectionner des sorghos sucrés. Ces variétés donnent des graines alimentaires, mais grâce à la forte concentration de sucre dans leur tige elles peuvent aussi servir à fabriquer de l'éthanol. Compte tenu du renchérissement des prix des céréales importées et du réchauffement climatique, le sorgho apparaît comme une céréale à fort potentiel. ■

agriculteurs du Sahel sous la coordination de l'Institut malien d'économie rurale (IER) de Bamako, dans le cadre de l'initiative Réponse mondiale pour la sécurité alimentaire.

Le second ennemi du sorgho est le foreur de tige. Le ver creuse la plante pour s'en nourrir, avec pour effet de réduire les rendements ou de la tuer. On le combat par les insecticides chimiques ou naturels (cendres, neem, pyrèthre, piments) ou le lâcher d'ennemis naturels (guêpes). La mise au point de variétés résistantes a fait l'objet d'un programme commun ICRISAT-CIRAD lancé en 2000, *Le sorgho transgénique pour le contrôle du foreur de tige*, qui a permis de transférer à des espèces cultivées un gène de résistance à ce prédateur. Une méthode de lutte commune à ces deux ravageurs est le *push pull*, qui consiste à associer

Vingt ans après



Bien souvent, les projets de développement sont réalisés dans un temps donné puis, une fois terminés, leurs auteurs disparaissent pour passer à autre chose. La pérennité de ces projets est souvent très relative, mais personne ne vient pour le constater. L'initiative qui a donné naissance à l'ouvrage



More people, more trees / Plus de gens, plus d'arbres
Par W. Critchley
Livre et DVD
CTA/Practical Action, 2010, 200 p.
ISBN 978-85339-717-2
20 unités de crédit

More people, more trees (Plus de gens, plus d'arbres) répare cette lacune.

Vingt ans après avoir réalisé deux projets d'aménagement hydro-agricoles au Burkina Faso et au Kenya, leurs responsables sont revenus sur place pour voir ce qu'il en restait. Comme ils l'avaient fait il y a vingt ans, ils ont filmé ce qu'ils ont vu et les personnes qu'ils ont retrouvées. Au-delà de l'émotion suscitée par ces retrouvailles, le DVD qui accompagne le livre montre les effets positifs qui restent de ces projets vingt ans après. Des personnes rencontrées à l'époque attestent que leur vie s'est améliorée grâce à ces projets ; les images des aménagements de l'espace construits pour retenir l'eau et la terre dans ces contrées

arides du nord du Burkina et du sud du Kenya montrent que la végétation a regagné du terrain. Les arbres ont grandi, ils ont stabilisé les terrasses anti-érosives et stoppé la dégradation des terres. Un vent d'optimisme salutaire !

▼ Guide de la pomme de terre

Le Centre pour le développement de l'entreprise (CDE) a organisé en novembre 2007, à Ouagadougou, Burkina Faso, un atelier sur la filière pomme de terre dans les pays sahéliens. Les intervenants (producteurs, encadreurs de terrain, scientifiques) venus de sept pays ont souhaité la publication de ce guide technique afin de partager plus largement le fruit de leurs travaux et de leurs expériences. Ce guide qui s'adresse aux techniciens de terrain est accompagné d'un cd-rom.

Guide pratique de la culture de la pomme de terre en Afrique de l'Ouest
+ Cédérom
CTA, 2009, 82 p.
Livre : CTA n° 1611
10 unités de crédit
Cédérom : CTA n° 1612
20 unités de crédit

▼ La politique forestière pas à pas

Ce guide pratique décrit les différentes étapes de la création ou de l'amélioration d'une politique forestière en s'appuyant sur des expériences menées à travers le monde depuis vingt ans.

Élaborer une politique forestière efficace
Études FAO : Forêts n° 161
FAO, 2010, 90 p.
ISBN 978-92-5-206607-1
19 €
Earthprint Ltd
PO Box 119
Stevenage Hertfordshire
SG1 4TP, Royaume-Uni
Fax : +44 1438 748 844
customerservices@earthprint.com

Information et évaluation



Smart Toolkit : des outils pour l'évaluation des projets, produits et services d'information
CTA/KIT, 2010, 334 p.
ISBN 978-92-9081-458
CTA n° 1558
20 unités de crédit

Le domaine de la gestion de l'information et de la communication (GIC) est devenu central dans l'approche du développement ces dernières années, une tendance renforcée par le développement des TIC et le potentiel qu'elles offrent. Mais il y a un écart considérable à combler dans la littérature destinée à identifier les méthodes d'évaluation qui peuvent s'appliquer en particulier à des projets liés à l'information.

La deuxième édition de cette "boîte à outils", qui s'appuie sur le succès de la première parue en 2005, vise à donner aux praticiens de l'information un aperçu de la manière d'auto-évaluer leurs produits et services. Il existe une demande croissante pour mener cet exercice en interne plutôt que de compter sur des évaluations externes, qui s'apparentent souvent à un simple quitus. Mais ces praticiens manquent souvent de bases solides pour cela.

Le kit est divisé en quatre sections : la première partie donne un aperçu de ce qu'implique une évaluation ; la partie 2 explique comment concevoir et mettre en œuvre une évaluation et comment en communiquer les résultats et les traduire en actions ; la troisième offre divers outils à utiliser dans le processus, tandis que la partie 4 donne les lignes directrices d'évaluation pour neuf produits et services d'information. En fin d'ouvrage, vous trouverez une liste de sources d'information ainsi qu'un glossaire.

▼ Emplois et consommation

Dans son rapport 2010 sur le commerce et le développement, qui fait le lien entre emploi, globalisation et développement, la CNUCED préconise deux mesures pour créer plus d'emplois. Une baisse des taux d'intérêt stimulerait l'investissement tandis qu'une hausse des salaires permise par les gains de productivité augmenterait le pouvoir d'achat et relancerait donc la consommation.

Rapport sur le commerce et le développement 2010 de la CNUCED
<http://tinyurl.com/27pst5b>

Cartographie participative



Modélisation participative en 3D. Principes directeurs et applications, édition 2010
Par G. Rambaldi
CTA, 2010, 94 p.
Téléchargeable gratuitement en moyenne ou haute résolution sous :
<http://tinyurl.com/3a4m6u8>

■ La modélisation participative en trois dimensions (MP3D) a été conçue comme une méthode qui met le potentiel des systèmes d'information géographique (SIG) à la portée des communautés rurales. En impliquant les membres de communautés souvent isolées et marginalisées, elle vise à leur donner des chances d'ajouter de la valeur et du poids à leurs connaissances spatiales locales et à utiliser les cartes produites pour planifier et gérer mieux leurs ressources vitales ou interagir avec des autorités extérieures.

Cette approche, essentiellement basée sur les mémoires locales, permet à des personnes ordinaires de produire des maquettes autonomes, à l'échelle et géoréférencées en trois dimensions. Les membres de la communauté impliqués dans cet exercice de cartographie décrivent les usages agricoles ; d'autres caractéristiques sont signalées sur le modèle par des punaises, fils et peintures. Les données figurant sur la maquette, qui est ensuite conservée par la communauté, sont extraites, numérisées et tracées, puis servent de support de communication dans des formats électroniques et imprimés.

Ce nouveau manuel donne des indications pratiques sur la façon d'organiser et de mettre en œuvre un exercice de modélisation participative en 3D. Il contient aussi des informations sur l'histoire des modèles en relief et sur l'utilisation de la méthode en divers endroits du monde, dont plusieurs pays ACP.

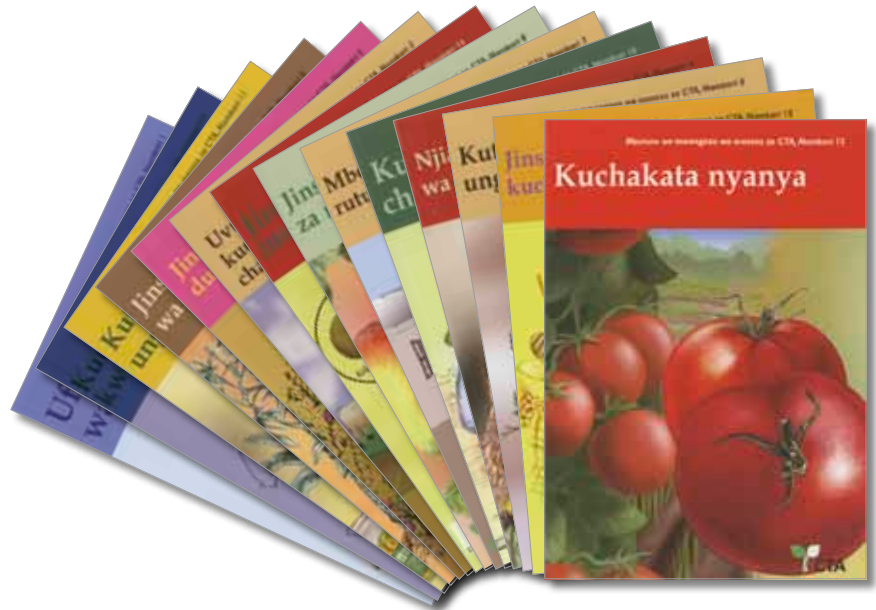
▼ Pastoralisme, alimentation et environnement

Le nouveau numéro d'*Agridape* traite de l'élevage familial. Vous y trouverez l'exemple d'un programme permettant aux éleveurs d'accéder aux soins vétérinaires au Bénin, ou encore la valorisation du fumier de poules en engrais, à Nkolondom au Cameroun.

Élevage durable

Agridape, vol. 26.1
Agridape, 2010, 40 p
Consultable en ligne :
<http://tinyurl.com/326wal5>

Conseils pratiques en swahili



Des chèvres aux poulets et du striga à la mouche des mangues, une série de 15 Guides pratiques CTA est à présent disponible en swahili. Chaque sujet est présenté sur un dépliant de huit pages au format habituel avec de nombreuses illustrations, cartes et des conseils clairs. Vous y trouverez aussi une liste d'adresses et des contacts utiles pour aller plus loin.

Parmi les autres sujets abordés, l'eau de pluie, le manioc, la patate douce, le compost, les fruits, etc. Tout le monde y trouvera son bonheur. Chaque guide peut être commandé séparément.

Guides pratiques CTA

Chèvres : CTA n° 1593
Striga : CTA n° 1594
Eaux de pluie : CTA n° 1595
Poulets : CTA n° 1596
Manioc : CTA n° 1597
Patate douce : CTA n° 1598
Compost : CTA n° 1599
Fruits : CTA n° 1600
Arbres : CTA n° 1601
Banane : CTA n° 1602
Tomate : CTA n° 1603
Abeilles : CTA n° 1604
Mouche des mangues : CTA n° 1605
Mouton : CTA n° 1606
Pisciculture : CTA n° 1609
1 unité de crédit chacun

▼ Développement communautaire

Ce mémoire universitaire porte sur les moyens de faire participer les populations locales haïtiennes dans le choix des actions contre la pauvreté et la famine. Après avoir décrit le développement communautaire, il analyse les différents outils utilisés pour déterminer les besoins.

Projet de développement communautaire en Haïti : méthodologie d'analyse des besoins locaux

Par N. Fontil
Éditions universitaires européennes, 2010, 92 p.
40,35 €
Éditions universitaires européennes
Dudweiler Landstr. 99
66123 Saarbrück
Allemagne
Fax : +49 681 37 20 271-0
www.editions-ue.com

▼ Riz et poisson

Comment mieux tirer profit des rizières pour y élever en même temps des poissons ? C'est tout le propos de cet ouvrage qui explique comment mettre en place un système de rizipisciculture et le faire durer.

L'élevage du poisson en rizière

Par M. Halwart et M. V. Gupta
FAO, 2010, 96 p.
ISBN 978-92-5-205605-8
16,5 €
Disponible en ligne :
<http://tinyurl.com/3x3fdol>

Assainir simplement



Des solutions adaptées pour l'assainissement. Exemples de technologies innovantes à faible coût pour la collecte, le transport, le traitement et la réutilisation
CTA/KIT, 2010, 68 p.
ISBN 978-94-6022-003-6
CTA n° 1619
5 unités de crédit



Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) prévoient de réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à l'eau potable ni aux services d'assainissement. Cela ferait reculer de façon conséquente les maladies diarrhéiques dont 88 % sont dues à un mauvais approvisionnement en eau et à un assainissement inadéquat. Des solutions adaptées à chaque contexte, simples et financièrement abordables existent. Cet ouvrage en présente quelques-unes : système Aborloo, toilettes sèches ou à faible consommation d'eau, urinoirs sans eau, fosses alternées, ainsi que différents systèmes de collecte et de transport (vidanges, égouts).

La partie traitement explique différentes techniques de compostage, de filtres plantés et de digestion anaérobie (sans air). La boucle est bouclée avec les techniques de production de biogaz. Cet ouvrage constitue une source d'inspiration pour tous ceux qui souhaitent améliorer les conditions d'assainissement en utilisant des technologies simples, peu coûteuses et écologiques.

▼ Progrès agricoles

Des choix économiques à l'aide au développement en terminant par les répercussions sur les revenus et la pauvreté, les auteurs passent au peigne fin les politiques et performances agricoles au Cameroun, au Ghana et au Mali qui ont permis d'augmenter la production et les exportations.

Progrès agricole au Cameroun, au Ghana et au Mali – Comprendre les causes et maintenir la dynamique

Par J. Dewbre et A. Borot de Battisti
OCDE, 2010
Téléchargeable sur :
<http://tinyurl.com/336thba>

L'eau précieuse



Techniques simples et économiques pour la collecte et le stockage des eaux
CTA/KIT, 2010, 64 p.
ISBN 978-94-6022-012-8
CTA n° 1621
5 unités de crédit



Les femmes africaines et asiatiques portent en moyenne 20 kg sur leur tête sur 6 km pour s'approvisionner en eau. En 2025, le nombre de personnes dans le monde confrontées à la pénurie d'eau atteindra 3 milliards. Pour faire face à ces pénuries et à l'inégale répartition de l'eau, la collecte et le stockage peuvent et doivent être améliorés. De nombreuses techniques existent, certaines depuis très longtemps, mais elles ont souvent été oubliées ou négligées.

Ce livret vise à faire partager les informations disponibles sur toutes ces techniques de récupération et de stockage des eaux. Il offre une vue d'ensemble sans prétendre donner une description technique détaillée de chacune, en commençant par les grandes étapes du captage et du stockage. Les techniques présentées ici ont en commun d'être simples du point de vue technologique, financièrement abordables et d'avoir fait leurs preuves. Sont ainsi décrites des méthodes aussi variées que le captage de l'eau de la brume, la collecte et le stockage des eaux de toiture, les prises tyroliennes ou drainantes, la récupération des eaux de ruissellement, ainsi que différentes techniques de construction de digues et de réservoirs de stockage.

▼ Cliquez, plantez !

Choisissez un pays parmi les 43 d'Afrique enregistrés puis la sous-région et cliquez. Ce nouveau guide en ligne indique en quelques secondes les cultures les mieux adaptées parmi les 130 répertoriées, les variétés les plus résistantes pour la zone et la période idéale pour les planter.

Le calendrier culturel – Un outil agricole pour l'Afrique

FAO, 2010
Disponible en ligne :
<http://tinyurl.com/3yt4ceg>

Quelle Afrique demain ?



Le temps de l'Afrique
Par Jean-Michel Severino et Olivier Ray
Odile Jacob, 2010, 352 p.
ISBN 978-2-7381-2327-5,
25 €
Éditions Odile Jacob
15, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
France
www.odilejacob.fr

■ Cet ouvrage propose une vision de l'Afrique de demain à travers les diverses clés qui seront déterminantes dans son évolution. La démographie, qui fera de l'Afrique en 2050 un continent dix fois plus peuplé qu'un siècle auparavant, jouera un rôle central. Cette flambée démographique pose des défis au niveau de la croissance urbaine et de la pression sur les ressources naturelles et sur les systèmes éducatifs et de santé. Mais c'est aussi la garantie d'une force de travail et d'une demande de consommation, sources de croissance.

Délestés des fardeaux de la dette et des déficits, les gouvernements africains sont à même de bien gérer ces opportunités, aidés par des cours des matières premières en hausse. Quant à nourrir cette population, l'exploitation des terres disponibles et l'augmentation des rendements constituent deux immenses gisements pour faire exploser la production agricole. L'Afrique est prête à décoller et certains pays l'ont bien compris : le Brésil, la Chine ou l'Inde répondent présents au moment où les pays occidentaux affaiblis par la crise battent en retraite. "Le temps est venu, conclut l'auteur, de troquer nos rétroviseurs contre des longues-vues."

▼ Paysans congolais

Ce numéro de *La voix du paysan congolais* est consacré aux mouvements paysans en République démocratique du Congo. Ce trimestriel d'information du monde rural et de l'environnement aborde également la crise alimentaire mondiale, les avantages des plantes à racines et tubercules tropicales et la mécanisation de l'agriculture congolaise.

La voix du paysan congolais

N° 11
CENATEP, 2010, 24 p.
Téléchargeable en ligne :
<http://tinyurl.com/35esktc>

Le plus des indications géographiques



Indications géographiques : qualité des produits, environnement et cultures
Savoirs communs n° 9
AFD, 2010, 105 p.
Téléchargeable gratuitement sur :
<http://tinyurl.com/278mo66>

■ Igname marou du Vanuatu, vanille de Madagascar, thé du Kenya... On ne compte plus les produits qui, de par le monde, bénéficient d'une indication géographique (IG). Les IG servent à identifier ces produits comme étant issus d'une région bien définie mais aussi d'un savoir-faire spécifique qui font leur caractère. Elles donnent une notoriété aux produits, mais aussi les protègent de toute imitation : un vin de Champagne, par exemple, ne peut être produit aux États-Unis.

Qualités ou caractéristiques liées à un terroir, réputation, savoir-faire ancré dans la tradition sont les trois piliers d'une IG. Les indications géographiques aident à la promotion des produits de terroir et à la percée de nouveaux marchés. Elles contribuent ainsi à maintenir et développer une activité économique autour de ces filières dans les territoires concernés. Les IG permettent également d'augmenter les revenus des producteurs car ces produits sont vendus plus cher en raison de la garantie de qualité qui leur est associée.

Cet ouvrage en ligne, outre qu'il présente en détail ce qui constitue une IG et ses atouts pour les pays du Sud, donne des indications concrètes sur la façon de s'y prendre pour en obtenir une.

▼ Biodiversité animale

Cet ouvrage technique est destiné aux personnes impliquées dans la création ou le maintien des programmes d'amélioration génétique animale. Il explique comment constituer une équipe et déterminer les améliorations à privilégier.

Stratégies d'amélioration génétique pour la gestion durable des ressources zoogénétiques
FAO Production et santé animales directives n° 3
FAO, 2010, 170 p.
ISBN 978-92-5-206391-9
26 €
Disponible sur :
<http://tinyurl.com/39ryydp>

Imiter la nature



L'agroécologie en pratiques
Agrisud, 2010
Agrisud International
Yann Queinnec
195, bd Saint-Germain
75007 Paris
France
Téléchargeable sur :
<http://tinyurl.com/2fb5ayv>

■ L'agroécologie consiste pour le paysan à chercher à imiter la nature dans son champ. Elle mise sur les complémentarités entre différentes plantes et animaux. Elle conçoit l'agriculture non comme un processus qui transforme des intrants en productions agricoles, mais comme un cycle, où le déchet sert d'intrant, où les animaux et les légumineuses fertilisent les sols et où les mauvaises herbes sont considérées comme remplissant des fonctions utiles.

Sous l'impulsion de passionnés comme Pierre Rabhi, l'agroécologie a été expérimentée dans les pays en développement. Cet ouvrage présente quelques-unes de ces expériences sous forme d'un recueil de fiches. Ces fiches abordent les éléments fondamentaux de l'agroécologie, puis décrivent les principaux systèmes de production et les pratiques qui y sont associées. Pour faciliter le transfert de ces savoir-faire, des outils pédagogiques ont été élaborés à partir de ce guide. Ils permettent de mener des sessions de formation pratique pour les techniciens de terrain, les agriculteurs et les ONG partenaires.

▼ Des coquillages sains

Pour pouvoir profiter de la manne alimentaire que représentent les coquillages pour certains pays, il faut pouvoir créer et faire fonctionner un centre de purification qui éliminera les substances à l'origine de maladies pour ceux qui les consomment.

Purification des coquillages bivalves : aspects fondamentaux et pratiques
Par R. Lee, A. Lovatelli et L. Ababouch
FAO Documents techniques sur les pêches et l'aquaculture n° 511
FAO, 2010, 174 p.
ISBN 978-92-5-206006-2
30 €
Disponible en ligne sur :
<http://tinyurl.com/2vybghy>

POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les publications du CTA identifiées dans *Spore* par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA. Seules les organisations agricoles et rurales et les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA (<http://cta.esmarthosting.net/>). Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

Distributeur commercial
SMI (Distribution Services) Ltd
PO Box 119, Stevenage
Hertfordshire SG1 4TP
Royaume-Uni
Fax : + 44 1438 748844
E-mail : CTA@earthprint.co.uk



5 QUESTIONS À

MICHAEL HAILU, DIRECTEUR DU CTA

Le CTA évolue au rythme du monde et des pays ACP. Notre directeur présente ici les nouvelles stratégies du Centre pour les années 2011-2015.

1 *Quelle approche avez-vous adoptée lors de l'élaboration du Plan stratégique du CTA ?*

Avant de vous répondre, je pense qu'il serait utile en premier lieu d'aborder les raisons pour lesquelles nous avons décidé d'adopter une nouvelle stratégie. Dans un environnement en rapide évolution – où l'importance de l'agriculture pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la pauvreté dans les États ACP bénéficie d'un nouvel élan – il est important pour le CTA de conforter sa pertinence et son positionnement. C'est dans ce contexte que nous abordons certaines questions, liées à la façon dont nous développons notre nouvelle stratégie. Nous voulions nous assurer que nous impliquons pleinement nos partenaires et personnel dans le

processus. Cela s'est fait par le biais de consultations en direct, d'enquêtes par questionnaire et de discussions en focus group. Il est important aussi pour nous de saisir clairement les défis et opportunités de l'agriculture et du développement rural dans les pays ACP ainsi que la contribution potentielle aux projets régionaux et nationaux d'un organisme de diffusion de la connaissance tel que le CTA. Nous avons passé en revue de nombreuses études et documents politiques d'organisations régionales et internationales clés et de la Commission européenne pour avoir un tableau d'ensemble des initiatives en cours et de la réflexion actuelle sur ces sujets. Nous avons également commissionné des recherches documentaires quand nous avions besoin d'informations spécifiques sur certaines régions. Afin de nous assurer de l'implication entière du personnel et d'engager le processus le plus rapidement possible, nous avons créé des groupes de travail internes sur les différents aspects de la stratégie : mission et valeurs, environnement externe, avantage comparatif du CTA, choix stratégiques. Nous avons aussi procédé par enquêtes auprès de nos bénéficiaires et partenaires.

2 *Quels sont les secteurs prioritaires du CTA pour les cinq prochaines années ?*

Dans les cinq prochaines années, le CTA concentrera son action sur trois domaines prioritaires : l'appui aux politiques et stratégies régionales agricoles et de gestion des ressources naturelles ; la promotion des filières agricoles prioritaires ; le renforcement des capacités de gestion de l'information, de la communication et des savoirs des institutions et réseaux ACP.

3 *Comment mettez-vous en œuvre cette nouvelle stratégie ?*

Nous sommes conscients de ce que l'élaboration d'une stratégie solide ne suffit pas, si on ne l'accompagne pas d'un plan de mise en œuvre clair. Nous sommes sur le point de finaliser un plan de ce type, qui définira clairement les positions programmatiques et institutionnelles indispensables à la réussite de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie. 2011 est pour nous une année de transition avant le passage complet à l'application du nouveau Plan stratégique.

4 *Comment le Plan stratégique tient-il compte des besoins des bénéficiaires du CTA ?*

Ainsi que je l'ai dit plus haut, nous avons mené de nombreuses consultations et études pour documenter la nouvelle stratégie, pour nous assurer que les besoins et attentes de nos bénéficiaires étaient pleinement pris en compte. En outre, l'approche orientée sur les résultats de la stratégie insiste sur la satisfaction des besoins de nos bénéficiaires. Un "suivi et évaluation" consolidé fournira le mécanisme assurant un retour régulier de la part de nos bénéficiaires, à la base de tout ajustement nécessaire.

5 *Comment vous assurerez-vous que les activités du CTA auront l'impact souhaité ?*

La nouvelle stratégie est orientée vers des résultats spécifiques et des retombées claires de nos interventions. Résultats et retombées devront à leur tour contribuer à nos objectifs clés : progression de la sécurité alimentaire, développement durable et renforcement des compétences dans les pays ACP. Pour que notre travail ait un impact, il est crucial de bâtir des partenariats solides avec des institutions variées.

Mes 5 dates

- 1989** Chargé de programme au Centre de recherches pour le Développement international (CRDI), Kenya, et début de ma carrière internationale
- 1996** Naissance de mon fils, Dagmawi Michael
- 1999** Directeur de la communication au Centre international de recherche forestière (CIFOR), Indonésie
- 2007** Directeur de la communication du Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF) à Nairobi, Kenya
- 2010** Directeur du CTA



PLAN STRATÉGIQUE

Le CTA passé au crible

Soucieux de mesurer avec précision l'impact de ses activités lors de ces cinq dernières années et de parfaire son adaptation à un monde ACP en perpétuelle mutation, le CTA lance deux évaluations externes dont les résultats devraient être connus dans le courant du premier semestre.

Il s'agit, tout d'abord, d'une évaluation des activités menées dans le cadre du Plan stratégique 2005-2010 à la demande du Conseil d'administration du Centre. Avons-nous atteint tous les objectifs fixés ? Nos activités ont-elles été menées avec la plus grande

efficacité et en parfaite adéquation avec l'ensemble des besoins identifiés ?

Par ailleurs, notre nouveau Plan stratégique étant maintenant parachevé (voir l'interview de M. Hailu, page 25), l'évaluation devra également déterminer quels moyens le Centre devra déployer pour relever ses nouveaux défis. Dispose-t-il des budgets nécessaires ? Son personnel est-il parfaitement préparé pour mener à bien ses nouvelles activités ? Faudra-t-il faire appel à de nouvelles compétences ? Comment peut-il associer toujours davantage ses partenaires et bénéficiaires à ses nouvelles activités ? Cette évaluation s'accompagnera d'un plan de mise en œuvre du nouveau Plan stratégique élaboré par les cadres dirigeants du Centre.

Vient ensuite une évaluation des connaissances au CTA en tant qu'organisation en collaboration avec des experts extérieurs. Quels sont les nouveaux besoins vitaux en informations et connaissances et comment sont-elles actuellement utilisées au sein du Centre ? Comment les informations et connaissances circulent-elles à l'interne et entre le Centre et ses partenaires ? Quelles sont les éventuelles lacunes qui pourraient porter préjudice à notre bon fonctionnement ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles cette seconde évaluation devra répondre.

Le CTA entre donc dans une période d'intense analyse opérationnelle. Ces changements seront-ils opérés dans la rupture ou dans la continuité ? Réponse dans quelques mois.

AGRICULTURE, JEUNES ET TIC

Le point avec Ken Lohento, coordinateur du programme TIC pour le développement au CTA

Pourquoi les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) sont-elles importantes pour les jeunes ruraux en pays ACP ?

Les nouvelles technologies leur permettent d'être mieux informés, de mieux communiquer et d'améliorer leur environnement économique. En milieu rural en particulier, la communication avec les amis, les écoles, les fournisseurs, les clients en ville ou à l'étranger est plus qu'une nécessité. Elle leur

permet de se sentir moins enclavés, de découvrir d'autres opportunités économiques. Les nouvelles technologies sont aussi source d'emplois pour beaucoup de jeunes ruraux.

Comment peuvent-elles aider les jeunes à s'intéresser à l'agriculture ?

D'une part, les jeunes sont naturellement attirés par ce qui est nouveau, ludique et offre des opportunités. Les TIC remplissent tous ces critères. La promotion de l'agriculture auprès des jeunes aurait plus de succès si elle se faisait à travers ces canaux en ciblant leurs espaces d'action et en les y intéressant. D'autre part, les nouvelles technologies transforment le secteur agricole, en faisant émerger de nouvelles fonctions, de nouvelles spécialités : par exemple, on peut être informaticien et ne travailler que sur le développement d'outils au service de l'agriculture (bases de données, applications pour les téléphonies mobiles ou pour le Web, etc.).

Quelles sont les difficultés auxquelles ces jeunes sont confrontés dans ce domaine et comment les résoudre ?

Très souvent l'image de l'agriculteur est négative : on imagine une personne travaillant dur sous le soleil, sa houe à la main, et gagnant à peine sa vie. Personne ne saurait être spontanément attiré par une telle réalité. Les jeunes ruraux rencontrent aussi des problèmes liés à l'accès à la terre, au manque de revenus pour acheter le matériel de production adéquat. Il est certain que des stratégies d'incitation et d'appui beaucoup plus



volontaristes et concrètes pour les jeunes comme pour tout le secteur agricole et rural sont vraiment nécessaires.

Comment utiliser les TIC dans ce contexte ?

Les TIC ne sont qu'une partie de la solution. Il faut, bien sûr, améliorer la vie en milieu rural par le développement des TIC : de la téléphonie rurale à la mise en place de points d'accès collectifs aux téléservices, en passant par la formation. Il faut aussi renforcer les capacités des jeunes, en particulier dans les domaines liés aux TIC et à l'agriculture, les appuyer dans la mise en œuvre de leurs projets, leur donner accès à l'information sur les opportunités de l'agriculture et des secteurs associés en milieu rural en utilisant des outils comme l'Internet ou le Web 2.0.

TEXTOS

- Le CTA lance une campagne sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso en collaboration avec la Fédération nationale des organisations paysannes (FENOP) en mars prochain (tiemogo@cta.int) • Inauguration d'un télécabine communautaire avec l'appui du CTA à Lomé en avril (tiemogo@cta.int)
- Journées régionales des fruits et légumes en Afrique de l'Ouest et du Centre en avril (fonseca@cta.int).



Agriculture persistante

Notre interview de Dennis Garrity sur l'agriculture persistante a intéressé **M. Ferdinand W Wafula** qui témoigne : "La culture des arbres et des plantes est pratique et profite grandement à l'écosystème (...). Mon petit jardin personnel est un système intégré composé d'arbres fixateurs d'azote, de fruits et de cultures annuelles. J'utilise *Sesbania sesban*, *Calliandra calothyrsus*, et d'autres arbres multi-usages. Avec la phase actuelle de sécheresse (décembre), j'ai expérimenté le couvert végétal et le souffle nouveau apporté par les interactions culture-arbre. Les zones du jardin où poussent ces arbres donnent des cultures plus vertes et abondantes que celles sans arbres."

M. Bob Mann poursuit : "L'agriculture persistante (...) est le seul espoir de progrès pour la restauration des terres, la durabilité et la sécurité alimentaire à travers l'Afrique." Et de citer plusieurs exemples, dont celui du Nord-Ghana où "les feuilles de mil et de sorgho poussant sous ces arbres se sont révélées contenir plus de minéraux tandis que les grains étaient plus riches en protéines que dans le cas de cultures en plein champ".

Un logiciel superflu ?

Notre brève sur le programme informatique Endiisa de gestion de l'alimentation des vaches laitières en Ouganda fait réagir vivement **M. Ken Hargesheimer**. "Je n'en reviens pas que quelqu'un puisse penser qu'on a besoin d'un programme informatique pour savoir si les vaches sont sous-alimentées. Utilisez plutôt les financements pour former les agriculteurs à produire de meilleurs fourrages."

Politiques d'encouragement

À propos de la mécanisation, **M. Nestor Niyukuri** confirme : "Pour l'Afrique centrale, la motorisation peut être un des moyens efficaces d'augmenter la productivité agricole. La seule contrainte est le manque de financement et de technicité adaptés pour appliquer les technologies appropriées comme l'irrigation par pompage, la fertilisation des sols, etc. Les microfinances agricoles peuvent résoudre ce problème. Les États, avec l'appui des communautés internationales, doivent mettre en place des politiques d'encouragement des initiatives privées."



N'oubliez pas l'aquaculture

M. Brino B. Chirwa, quant à lui, réagit à la lecture de notre numéro spécial Population et Agriculture : "Le temps est venu, en particulier pour l'Afrique. Pour nous qui travaillons dans les pêches, je pense qu'il est plus que temps d'impliquer les populations urbaines dans l'aquaculture. Au Malawi, la tendance est déjà là et nombreux sont ceux qui demandent des conseils pour l'aquaculture domestique. Les espèces le plus souvent élevées sont *Oreochromis shiranus* et *Tilapia rendalli*. La demande en poisson-chat a explosé et, avec l'appui de la FAO, nous avons développé des techniques d'élevage de frai de ce poisson qui ont permis d'obtenir des alevins auprès de nos éleveurs."

Services aux lecteurs

Écrire à Spore

CTA — rédaction de *Spore*
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

S'abonner à Spore

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE
L'abonnement est :

- gratuit pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE : CTA *Spore* subscriptions, PO Box 173, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas, ou spore@cta.int
- payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros) : abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir page 24).

RECEVOIR LE RÉSUMÉ
GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :
<http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à :
join-spore-fr@lists.cta.int
Pour la version texte seulement :
join-spore-text-fr@lists.cta.int

LIRE *SPORE* SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez spore.cta.int

Reproduire Spore

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.



BRIEFINGS

sur le Développement à Bruxelles

Un cycle de débats politiques visant à sensibiliser la communauté du développement agricole et rural ACP-UE aux défis d'aujourd'hui.

THÈMES 2011

- Changement climatique et commerce du carbone
- Agriculture, nutrition et santé
- Améliorer la gouvernance alimentaire mondiale
- La recherche pour le développement : nouvelles tendances, nouveaux défis
- L'agriculture face à la raréfaction des ressources en eau

www.bruxellesbriefings.net

Une initiative conjointe du CTA, de la Commission européenne (DG DEVCO), du Secrétariat ACP et du Comité des Ambassadeurs ACP, de CONCORD et divers médias.



LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR

